MONTRÉAL CAMPUS

# CITADINS
## UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

## ATHLÈTES PEU TESTÉS
Des équipes qui n'éveillent pas les soupçons
**UQAMP3**

ÉDITORIAL

# Stagiaires solidaires

LAURENCE VACHON

Dire que l'an dernier, les rédacteurs en chef de l'époque, Félix Deschênes et Dominique Degré, déploraient le statu quo dans la cause des stagiaires en enseignement dans un éditorial du *Montréal Campus*. L'indignation des stagiaires se heurtait alors à une indifférence totale des ministères. Un an plus tard, on peut croire que la situation avance tranquillement.

Dans son budget présenté le 27 mars dernier, le gouvernement Couillard prévoit octroyer une compensation financière de 15 millions de dollars par an jusqu'en 2023 pour les futurs enseignants. Un peu moins que les vingt millions par année espérés, mais cette nouvelle redonne espoir à des milliers d'étudiants, après dix années de lutte pour les stagiaires en enseignement.

C'est le quatrième et dernier stage, où les étudiants prennent en charge une classe complète pendant trois mois, qui sera rémunéré. Ce sont donc 3 900 stagiaires qui devraient profiter de cette mesure pour la prochaine année. Bonbon électoral ou véritable avancée? Il est encore trop tôt pour le dire. Le ministre Sébastien Proulx a qualifié cette mesure de « *pas en avant* » pour la reconnaissance de la profession. Mais les ardeurs des stagiaires ne devraient pas être refroidies pour autant.

Car les stagiaires ont une grande valeur dans plusieurs domaines, et leur travail mérite d'être reconnu à juste titre. On leur demande souvent de travailler à temps plein bénévolement pendant des semaines ou des mois, ce qui rend leur situation financière précaire.

Si les stagiaires en enseignement peuvent espérer obtenir une compensation financière pour leur stage final, il ne s'agirait pas d'une rémunération complète. Selon les estimations de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE), quelques heures après l'annonce de cet investissement, ce serait environ 350 heures qui seraient compensées pour le quatrième stage en enseignement. Toutefois, à l'UQAM, les étudiants en enseignement peuvent donner près de 1 000 heures de leur temps pour compléter leurs stages pendant leur baccalauréat.

De plus, les stages en travail social peuvent atteindre 945 heures non rémunérées; en soins infirmiers, 1 035 heures; en pratique sage-femme, 2 350 heures.

Le mouvement étudiant pour la rémunération des stages a pris de l'ampleur dans les dernières semaines, en attirant des milliers d'étudiants dans des grèves ponctuelles depuis le mois de février.

Le 20 février, pour la grève mondiale pour la rémunération des stages, l'ADEESE ainsi que l'Association des étudiant-e-s en travail social (AÉTS-UQAM) étaient en grève.

Le 8 mars, ils étaient 30 000 à être en grève pour la rémunération des stages en l'honneur de la Journée internationale des droits des femmes. La prochaine étape : la manifestation du 1er mai, lors de la Journée internationale des travailleurs, et une journée de grève mondiale pour les stagiaires, ajoutée spécialement pour le 21 novembre prochain.

Le *Montréal Campus* révélait la semaine dernière que le mouvement des Comités universitaires sur le travail étudiant (CUTE) prévoit lancer un ultimatum au gouvernement du Québec dès l'automne 2018 afin d'obtenir la rémunération complète des stages étudiants à l'hiver 2019.

Le mouvement des CUTE, qui s'organise depuis 2016, ne semble pas prêt de s'arrêter malgré les annonces des derniers jours. Tant que l'ensemble des stagiaires n'obtiennent pas une rémunération pour leurs stages, les CUTE continueront de se rassembler et d'organiser des comités à travers le Québec.

Après deux ans d'existence, les CUTE comptent maintenant des comités en Outaouais, en Estrie et dans la région de Québec.

Si l'ultimatum ne donne pas de résultats concluants, les membres des CUTE ont voté pour le déclenchement d'une grève générale illimitée. Si elle se réalise, cette grève sera peut-être assez forte pour faire pencher la balance, mais est-ce qu'une grève générale illimitée pour tous les stagiaires est réalisable? La rémunération de tous les stages relève peut-être encore du rêve.

Alors que le printemps pointe le bout de son nez et que la plupart des étudiants songent déjà à l'été, difficile de prévoir si le mouvement saura prendre encore du galon au cours de l'été et revenir avec ces revendications à la rentrée scolaire automnale.

Les demandes sont énormes et très difficiles à quantifier. Les stagiaires composent une main-d'oeuvre importante, tant en nombre qu'en services donnés, et le rêve de rémunérer tous les stages dans tous les domaines est encore assez loin. Une chose est sûre : ce sujet chaud risque de revenir à maintes reprises pendant la prochaine campagne électorale provinciale.

D'ici là, bon été! ❖

**Rédactrice en chef** : Laurence Vachon | **Directeur de l'information:** Gabriel Bernier | **Chefs pupitres UQAM** : Isabelle Grignon-Francke | **Société** : Maude Petel-Légaré **Culture** : Luca Max | **Adjoints aux pupitres UQAM** : Laurent Lavoie | **Société** : Camille Payant | **Culture** : Thomas Dufour | **Directeur artistique** : Martin Ouellet **Adjointe direction artistique** : Sarah Xenos | **Médias sociaux :** Nicolas St-Germain | **Correctrice** : Marie-Hélène Hétu | **Conception graphique** : Fernando Calderón | **Impression** : Hebdo Litho | **Illustrations** : Vincent Lapointe (p. 2, 7, 14), Xiadanni Calderón (en-têtes) | **Stagiaires** : François Carabin et Laurence Philippe | **Collaborateurs** : Marie-Anne Audet, Camille Avery-Benny, Nicolas Brasseur, Eloïse Chagnon, Florian Cruzille, François-Alexis Favreau, Jérémie Lachance, Emmanuelle LeBlond, Ericka Muzzo, Félix Pedneault, Camille Robillard et Laurence Thibault.

Prière de recycler ce papier journal

VOL. XXXIX | NO.4 | 4 AVRIL 2018

PUBLICITÉ :
Équipe marketing :
marketing@montrealcampus.ca
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

MONTRÉAL CAMPUS est publié par les Éditions Montréal Camping Inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez le *Montréal Campus* sur le Web
**www.montrealcampus.ca**
Courriel**: redaction@montrealcampus.ca**

CITADINS

# Le dopage ne vaut pas le coup

## Les équipes universitaires qui n'ont pas tendance à consommer des produits dopants sont moins testées par le Centre canadien pour l'éthique dans le sport

FÉLIX PEDNEAULT

Aucun cas de dopage n'a été déclaré dans l'histoire des Citadins, un phénomène qui s'expliquerait par les tests peu nombreux imposés aux athlètes.

Selon le dernier rapport du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES), 450 contrôles antidopage ont été effectués au cours de l'année 2016-2017 au sein de l'association U Sports, qui regroupe 56 universités et 12 000 athlètes à l'échelle canadienne. Seulement deux ont été imposés à l'UQAM.

Le CCES procède à des tests de dopage inopinés auprès de toutes les équipes de sport canadiennes compétitives, qu'elles soient universitaires ou non. Par définition, chaque contrôle peut viser un ou plusieurs joueurs d'une même équipe.

« *Le CCES regarde tous les sports de niveau universitaire qui sont sujets au Programme canadien antidopage (PCA) et établit un ordre de priorité pour les sports et leurs disciplines* », affirme la gestionnaire des services du sport du CCES Elizabeth Carson. Les tests peuvent être menés avant ou après une compétition, mais aussi lors d'une pratique sportive ou même au domicile de l'étudiant-athlète, toujours sans prévenir.

Selon le coordonnateur du programme de sports d'excellence des Citadins de l'UQAM, Daniel Méthot, trois joueurs sur vingt ont été testés au hasard lors du dernier examen mené par le CCES auprès de l'équipe de soccer masculin. « *C'est seulement si on a un cas de dopage que toute l'équipe est testée* », explique-t-il.

« *Lors de la planification de tests, le CCES évalue le nombre approprié de tests en fonction des renseignements, des données des tests antérieurs et du type de test à effectuer* », affirme Elizabeth Carson. Elle ajoute que les équipes sportives où aucun cas de dopage n'a été relevé sont moins susceptibles d'être régulièrement évaluées, ce qui explique la situation des Citadins de l'UQAM.

Le dopage est « *plus fréquent dans les sports où il faut prendre de la masse rapidement, comme le football* », ce qui n'empêche pas de faire de la prévention dans tous les sports, selon M. Méthot. Les cas de dopage répertoriés par le CCES en milieu universitaire sont issus du soccer et football. Ce dernier sport n'est pas pratiqué à l'UQAM.

### Mentalité saine

Qu'ils soient dans le sport masculin ou féminin, dans l'équipe de cross-country, de basketball ou de soccer, la dizaine d'étudiants-athlètes interrogés par le *Montréal Campus* s'entendent pour dire qu'ils n'ont jamais eu vent de cas de dopage au sein des Citadins et qu'ils n'oseraient jamais se doper pour mieux performer. C'est bien la preuve que « *la communauté sportive rejette beaucoup le dopage* », mentionne l'entraîneur-chef du programme de cross-country et d'athlétisme en salle des Citadins, Jim McDannald.

« *Je pense que ça n'intéresse pas les étudiants parce qu'ils savent qu'ils n'en ont pas besoin pour s'améliorer*, avance M. McDannald. *Ils sont conscients qu'ils ont encore beaucoup à apprendre de leur sport.* » Il n'en demeure pas moins que l'élément le plus dissuasif pour les étudiants-athlètes, selon Jim McDannald, est de savoir « *qu'il y a beaucoup plus à perdre qu'à gagner en se dopant. Il n'y a pas de gros incitatifs financiers à ce niveau sportif* », souligne-t-il.

« *Dans un vrai cas de dopage, la conséquence la plus fréquente est une suspension de deux ans* », précise Daniel Méthot.

Si l'association des Citadins était confrontée à une affaire de dopage, elle resterait présente pour l'athlète visé. « *Si un étudiant a eu besoin d'avoir recours à ces substances, il y a une raison derrière et on veut être là pour l'aider* », assure M. Méthot. « *Je serais vraiment déçu, mais je me demanderais d'abord ce que j'ai fait de mal auprès de l'athlète* », déclare l'entraîneur Jim McDannald.

Tous les étudiants sont tenus de remplir un formulaire pour prendre connaissance des conséquences qu'encoure un athlète qui voudrait se doper.

À des fins de sensibilisation, le CCES oblige tout étudiant voulant pratiquer un sport interuniversitaire à passer un module d'apprentissage et de sensibilisation au dopage de près d'une heure à faire sur le Web. « *Ça leur apprend notamment à différencier les bonnes substances des mauvaises* », résume Daniel Méthot.

### Méthode questionnée

Tous les étudiants-athlètes interrogés sur la pertinence du module le trouvent « *long* » et « *ennuyeux* ». Arnaud Francioni, qui en est à sa quatrième année de cross-country chez les Citadins, doit refaire le test du CCES chaque début de saison et le considère comme « *inadapté à la sensibilisation au dopage* ». « *Le fait d'insister sur la notion de pureté dans le sport de cette manière me paraît juste une question d'ordre légal pour U Sports. À chaque début de saison, j'essaie personnellement de m'en débarrasser le plus vite possible afin de passer à autre chose* », dit M. Francioni.

L'athlète appelle même à une réforme de ce modèle. « *Je pense qu'une réunion de sensibilisation, qu'une campagne de communication, qui laisse la parole aux athlètes concernant ce thème, ou plus de contenu vidéo seraient mieux qu'un simple test de prévention* », estime-t-il.

Ils sont d'ailleurs nombreux parmi ceux s'étant confiés au *Montréal Campus* à être reconnaissants de l'encadrement offert par les Citadins. « *Nous avons beaucoup de privilèges. Nous avons des entraîneurs et des préparateurs physiques incroyables, une nutritionniste, un accès facile à un médecin et à de nombreux spécialistes* », souligne l'athlète de quatrième année dans l'équipe de basketball Charles Miller, convaincu du bon fonctionnement de l'organisation.

À l'approche de la légalisation du cannabis prévue pour l'été 2018 par le gouvernement fédéral, l'organisation des Citadins reste ferme sur l'interdiction de cette drogue chez les athlètes. « *Les substances permises sont basées sur celles recommandées par l'Agence mondiale antidopage (AMA)*, explique Jim McDannald. *Leurs règles ne sont pas influencées par les lois canadiennes, et ce sont celles à suivre si tu veux performer.* »

Le dernier cas de dopage universitaire recensé remonte à 2017. Il visait un joueur de football des Stingers de Concordia.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**Le CCES impose un module d'apprentissage et de sensibilisation aux étudiants-athlètes.**

SÉCURITÉ

# Entente tacite entre le SPVM et Garda

## L'intervention de deux policières sur le campus le 20 février dernier en a fait sourciller plus d'un

NICOLAS BRASSEUR

Historiquement, lorsque les agents de la firme Garda entrevoient des dérives sur le campus de l'UQAM, l'intervention du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est nécessaire.

La présence de policiers dans l'établissement s'explique par la prévention d'éventuels débordements. « *Les agents de sécurité ne sont pas des agents de la paix. Ils ont donc les pouvoirs d'un simple citoyen* », explique la professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM Lucie Lemonde.

Les pouvoirs des agents de sécurité, comme ceux de la firme Garda, se limitent donc à l'intervention. Ils ne jouissent pas du droit d'arrêter ou de détenir un individu, comme peuvent le faire les policiers.

« *Les seules collaborations qu'on a eues, ce sont justement des pratiques en cas d'urgence. C'est important qu'ils viennent intervenir rapidement parce que ce sont des situations qui dépassent le travail d'un agent de sécurité* », précise le directeur du Service de la prévention et de la sécurité (SPS) de l'UQAM, Normand Larocque.

L'appui du SPVM au SPS représente une aide supplémentaire pour les agents de sécurité. « *On collabore au quotidien*, soutient le chef du poste de quartier 21 du SPVM, Mohamed Bouhdid. *Lorsqu'il y a des dérapages ou des complications, on est informés. Mais, habituellement, la sécurité interne de l'UQAM est autonome* », poursuit-il.

Le SPVM a la juridiction sur l'ensemble du territoire montréalais. « *Évidemment, on ne va pas s'immiscer dans les terrains ou les édifices privés. Ce n'est pas notre mandat. Par contre, s'il y a des actes criminels commis* [dans un édifice]*, qu'il soit privé ou pas, à ce moment-là, on a la juridiction* », souligne M. Bouhdid.

### Aucune entente avec le SPVM

« *On appelle directement au poste. Si un étudiant subit une agression ou se fait voler du matériel, on appelle les policiers pour qu'ils viennent prendre les rapports*, indique M. Larocque. *Nous n'avons pas d'entente écrite avec les policiers. C'est vraiment si on a besoin d'eux pour des causes criminelles qu'on les appelle.* »

Par ailleurs, les agents de sécurité sont entraînés à contrôler des situations problématiques dans l'université. « *On leur donne 119 heures de formation sur toutes sortes de choses. Donc, ils sont aptes à assurer la sécurité et la surveillance*, assure le directeur du SPS. *Ce ne sont plus les agents qu'on avait avant. Ce sont vraiment de bons agents formés* », complète-t-il.

Puisque le campus est un espace privé, ce sont les agents de sécurité qui y assurent les interventions, mais ils ne peuvent effectuer d'arrestation.

### Une présence controversée

Alors que la marche du 20 février pour la rémunération des stages suivait son cours dans l'UQAM, deux policières du SPVM ont pris la décision de suivre les marcheurs à l'intérieur de l'université, une situation décriée sur les médias sociaux par des membres de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE).

« *C'était super pacifique. Il n'y avait absolument aucune raison de penser qu'il pouvait y avoir un débordement. Il n'y avait rien de problématique*, assure la coordonnatrice de l'ADEESE, Gabrielle Bouchard. *Tout ce qui* [touche à la] *sécurité, ça devrait être les agents de Garda qui s'en occupent* », poursuit-elle.

Au cours des dernières années, la présence policière autour du campus uqamien a fait beaucoup jaser. Le printemps érable et les manifestations en 2015 ne sont que des exemples où le SPVM a fait sentir sa présence. La marche du 20 février dernier ne fait pas exception à la règle.

« *Je ne suis pas prêt à dire que c'est une erreur. Est-ce qu'on aurait pu suivre les marcheurs autrement? Fort probablement que oui. Ultimement, c'est d'encadrer les gens qui prennent la rue* », indique Mohamed Bouhdid.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**Le SPVM peut intervenir entre les murs de l'UQAM en cas d'urgence.**

*Esprit de clocher*

CHRONIQUE

# Apprendre le nécessaire

ISABELLE GRIGNON-FRANCKE

Le mardi matin, c'est la journée du mal nécessaire pour une quarantaine d'étudiants du programme de journalisme. Personne n'écoute avec attention ce cours matinal. Les écrans sont unilatéralement ouverts sur la page bleutée de Facebook, le seul maître en classe. C'est l'un des seuls cours qui permet le développement d'une opinion critique du monde des médias. Les uns partent dans les vapes, les plus motivés démarrent leur recherche d'emploi ou de stage.

Les lectures sont parfois arides. Gramsci et Habermas ne semblent éveiller en personne une flamme particulière. Tout le parcours universitaire ne nous a que bien peu obligés à effectuer des tâches aussi abstraites que la compréhension de ces notions. Nous sommes placés dans des postures de praticiens, de professionnels en devenir, jamais d'intellectuels.

Alors que le *Montréal Campus* fait le point sur la base des inscriptions au Département d'histoire, une tendance plus lourde guette le milieu de l'éducation : la professionnalisation des programmes d'études. Une étude de 2014 de l'Observatoire régional montréalais sur l'enseignement supérieur (ORMES) expose bien la tendance à la création des formations universitaires qui agissent comme tremplin vers le marché du travail.

Les critères évaluant la pertinence de nouveaux cours exigent que ceux-ci puissent se justifier dans le contexte actuel. Ce sont donc les notions de la pertinence socio-économique, systémique et institutionnelle qui guident la création de nouveaux parcours universitaires. En d'autres mots, la formation créée doit s'arrimer à un besoin concret dans le marché du travail.

L'enseignement supérieur devient un dispositif qui forme des professionnels compétents. L'étude de l'ORMES dénote également, dans la définition même des parcours universitaires, l'utilisation des notions « *d'insertion professionnelle* » et de « *compétence* », particulièrement dans les domaines en forte éclosion comme les technologies des communications et de l'information. Alors que les étudiants visent la carrière rapide, les institutions visent elles aussi la réussite de leur nouveau produit de formation par un achalandage à l'inscription.

La professionnalisation des formations post-collégiales est également observable par l'importance accordée aux stages en milieu professionnel. Dès lors que certains acceptent un travail sans salaire, l'ensemble doit s'y plier sous promesse, à mi-mots, d'un emploi futur. Là encore, la logique de productivité est mise en cause.

Ce phénomène annonce des perspectives bien malheureuses pour l'ensemble des sciences sociales et humaines. C'est d'ailleurs l'un des rares domaines qui connaît une baisse de son pourcentage d'inscriptions au Canada au tournant du 21e siècle.

À l'UQAM, la Faculté des sciences humaines présente le deuxième taux de diplomation le plus bas au pays. La relation ténue entre emploi et formation dans les programmes de sciences humaines et sociales peut effectivement sembler problématique.

Alors que les perspectives professionnalisantes sont plus difficiles à exemplifier pour les étudiants, une baisse de leurs effectifs a comme effet de diminuer le nombre d'emplois dans le milieu académique. Les besoins en enseignement étant corrélés au nombre d'inscrits, une boucle se crée.

C'est dans une logique productiviste que s'inscrit la professionnalisation des formations. L'individu doit être formé afin de remplir une fonction dans la société et d'être utile à la communauté. C'est la notion de ce qui est considéré comme une bonne contribution qui importe.

Qu'est-ce que la société définit comme une contribution légitime dans la production d'un savoir ou dans l'octroi d'un service? Pour le monde universitaire, le souhait à exprimer bien haut est que la collectivité définisse comme nécessaires la création de savoirs et la recherche étendue.

Exercer un métier est en soi souhaitable. Mais la notion de réalisation personnelle n'est pas non plus à délaisser. Le nécessaire pourrait peut-être se définir comme corollaire de critique, de savant, de créatif et d'académique, au même titre que les professions libérales tant mises de l'avant. ❖

HISTOIRE

# Inspirer la relève étudiante

## Les étudiants au doctorat du Département d'histoire peinent à acquérir de l'expérience dans le milieu de l'enseignement

LAURENT LAVOIE

La baisse du nombre d'étudiants au Département d'histoire depuis 2013 réduit la quantité de charges de cours pour les doctorants qui sont à la recherche d'expérience professionnelle.

À la session d'hiver 2016, le nombre d'étudiants actifs dans les trois principaux programmes de premier cycle du Département d'histoire, soit le baccalauréat et les deux certificats, s'élevaient à 424. Cela constitue une diminution de plus de 20 % par rapport à 2013, où 537 personnes y étudiaient.

La baisse du nombre d'inscriptions au Département d'histoire force sa direction à réduire l'offre de cours aux étudiants. « *C'est la conséquence principale. Si on veut pouvoir donner les cours qu'on offrait de 2011 à 2014, ça prendra davantage d'étudiants* », explique la directrice du Département d'histoire, Magda Fahrni. Elle ajoute que les autres départements d'histoire du Canada et des États-Unis se trouvent également dans cette situation.

### Peu de perspectives

Indirectement, la problématique nuit aux doctorants qui désirent acquérir de l'expérience dans le milieu de l'enseignement. « *Pour moi, ça a été un problème, mais j'ai été chanceux parce que le chargé de cours à qui la charge aurait dû aller a été assez gentil pour me laisser sa place pour que j'aie mon expérience*, raconte le chargé de cours Xavier Biron-Ouellet, qui complète sa thèse en histoire médiévale à l'UQAM. *Ce n'est pas le nombre de charges qui est important, mais d'en avoir une.* »

L'attribution des charges de cours n'est pas liée au statut d'étudiant, mais à l'expérience en tant que chargé de cours, explique le professeur et directeur des études avancées du Département d'histoire, Martin Petitclerc.

À l'UQAM, 6,5 % des charges de cours sont mis à la réserve pour d'autres personnes que les professeurs et les maîtres de langue. Pour qu'un étudiant y ait accès, il doit opter pour la procédure d'exception. Sa demande sera alors évaluée par le Service du personnel enseignant. « *Le dispositif existe. Essentiellement, ça fait suer tout le monde quand il est utilisé* », souligne M. Biron-Ouellet.

À titre comparatif, la convention collective des chargés de cours de l'Université de Montréal dédie 9 % des cours à la réserve aux doctorants et 4 % aux professeurs, cadres et stagiaires postdoctoraux, entre autres.

### Partout pareil

Magda Fahrni tient à souligner qu'il est possible, pour les doctorants désirant oeuvrer dans le milieu de l'enseignement, de tester le marché des autres institutions universitaires. « *Souvent, les chargés de cours vont faire le tour et aller dans les autres institutions, mais ça a toujours été le cas*, constate-elle. *Ce n'est pas rare qu'ils comblent leurs charges à l'UQAM avec des charges à Concordia, à l'UdeM ou à Trois-Rivières.* »

Or, Xavier Biron-Ouellet soutient qu'« *ailleurs, ou bien il n'y a pas de charges offertes, ou bien l'institution va les garder pour ses étudiants.* »

La valeur de l'expérience d'être en charge d'un cours ne peut pas être systématiquement compensée. Cependant, les étudiants peuvent se tourner vers d'autres alternatives telles que des ateliers, des remplacements ou de la correction.

« *Gérer la classe, gérer les étudiants, c'est de l'expérience. Il n'y a rien d'aussi efficace*, affirme M. Biron-Ouellet. *En le vivant une fois, au moins, tu as une idée de quoi ça ressemble, de l'ampleur de ce qu'est une charge de cours, sur le plan des heures, du travail à faire, de* [l'organisation] *des cours, de la relation avec les étudiants.* »

Les contrats de correction ne sont pas épargnés par la baisse du nombre d'étudiants. Un seuil d'étudiants par cours, qui peut varier, se doit d'être respecté pour qu'un correcteur y soit assigné.

L'étudiant au doctorat Antoine Champigny est correcteur depuis trois ans pour le cours de méthodologie à l'entrée au baccalauréat en histoire. « *Dans les premiers temps, il y avait trois groupes d'une quarantaine d'étudiants. Maintenant, on est à deux groupes* [d'environ] *une trentaine d'étudiants, donc ça ferait carrément un emploi de moins aux cycles supérieurs* », relate celui qui est membre de l'Association étudiante des cycles supérieurs en histoire.

La baisse de naissances qui a frappé le Québec au cours des dernières décennies expliquerait le déclin. « *On est dans un creux démographique actuellement. Il y a eu moins de bébés nés au Québec à la fin des années 90 et au début des années 2000* », souligne Magda Fahrni. Elle estime que le début des années 2020 devrait offrir un nouveau bassin d'étudiants.

Pour le professeur Martin Petitclerc, cette problématique se fait sentir depuis bien longtemps. « *C'est une baisse qui est perceptible depuis 15 à 20 ans, notamment au baccalauréat et à la maîtrise en histoire. Au doctorat, ça va plutôt bien* », souligne-t-il. Le directeur note une baisse de 50 % des admissions au sein des programmes pendant cette période.

### Lumière sur les débouchés

Le milieu muséal, la fonction publique, les archives, l'enseignement : ce ne sont pas les domaines disponibles qui manquent. « *Ça me semble assez clair que les étudiants et les cégépiens ne connaissent pas ces débouché s* [...] *Ce n'est pas la majorité des étudiants qui choisissent l'option de devenir professeur* », explique Mme Fahrni.

Une plus grande connaissance des perspectives d'avenir pour les futurs étudiants en histoire permettra un regain d'intérêt pour ce domaine d'études. « *On a des diplômés en histoire qui sont en charge de musées, qui sont dans des ministères, qui gèrent des gros dossiers, mais on n'en parle pas* », déplore la doyenne de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM, Josée Lafond.

Le Département d'histoire a mis sur pied diverses initiatives qui visent à recruter davantage d'étudiants. Dans l'optique de rendre les programmes disponibles plus attirants, la direction procède actuellement à leur évaluation, un processus qui peut s'échelonner sur deux ou trois ans.

Une activité d'« *étudiant d'un jour* » a également été organisée en janvier dernier, une première pour le département.

MICHAËL LAFOREST MONTRÉAL CAMPUS

**La directrice du Département d'histoire, Magda Fahrni**

COMMUNAUTARISME

# Vivre sous le même toit

## Les personnes qui adoptent un mode de vie communautaire rejettent certaines valeurs individualistes et capitalistes

CAMILLE ROBILLARD

De plus en plus de personnes délaissent l'individualisme pour s'installer en communauté. Même s'il existe différentes manières de s'adonner à ce mode de vie, un motif prédomine chez les résidents : le respect de valeurs collectives, dont le partage et la simplicité volontaire.

Le Manoir, une communauté à partage de revenus formée de trois femmes et deux hommes en Gaspésie, souhaite vivre en cohérence avec ces valeurs, que ce soit en matière d'alimentation, de partage ou d'une certaine autosuffisance.

« *Notre communauté a une visée anticapitaliste. Dans notre autosuffisance, l'intention est plus à l'égard d'un système de consommation et d'exploitation avec lequel on n'est pas d'accord. On a donc décidé de ne pas dépendre de ce système et on n'y participe pas* », fait valoir la cofondatrice de la communauté Le Manoir Arielle Paiement.

### Une vision collective

« *Certains ménages peuvent aussi rechercher dans ce type de logement un endroit où la collaboration entre locataires et une forme d'autogestion collective sont mises de l'avant* », soutient le professeur du Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM Richard Morin.

Vivant sous le même toit, les membres du Manoir, qui sont dans la trentaine, se répartissent les revenus générés par leur coopérative, Les Potagers partagés, et par des contrats extérieurs, comme de la programmation web. « *Les besoins de base des membres sont couverts par les revenus. Pour les petites gâteries, chacun a un budget discrétionnaire, qu'on peut dépenser dans ce que l'on veut* », précise la cofondatrice.

Cette idée d'entraide et de proximité est également au cœur de la coopérative de solidarité Cohabitat Québec, où 105 membres se partagent 42 unités complètes et une maison commune depuis 2013 à Québec. « *C'est comme un petit village où on connaît tous nos voisins et où on n'est pas gêné d'aller demander de partager des trucs ou encore des services* », souligne Marie Champagne, membre de la communauté où elle partage une unité avec ses trois enfants.

Les adhérents n'hésitent pas, entre autres, à prêter leur voiture, à créer des horaires de covoiturage pour les enfants qui vont à la même école et à s'occuper des plantes de leurs voisins lorsque ceux-ci vont en voyage. « *Il y a un aspect écologique qui m'interpelle beaucoup, car on a beaucoup d'objets communs. On a besoin d'une seule souffleuse, d'une seule tondeuse, car on a un seul terrain* », explique la mère de 39 ans.

SARAH XENOS MONTRÉAL CAMPUS

**Des étudiants se sont rassemblés le 10 mars dernier à l'UQAM pour célébrer la Journée des communautés intentionnelles. Plusieurs ateliers sur les différentes formes de cohabitation y étaient présentés.**

### Gestion de conflits

La vie communautaire amène son lot de désaccords et de malentendus. C'est pourquoi l'apprentissage de techniques de communication est important au sein des communautés. « *Ici, tous les membres doivent suivre une formation sur la communication non violente et, chaque année, on a un perfectionnement. C'est l'un des moyens qu'on a trouvés pour permettre le dialogue* », résume Marie Champagne. Cette formation est également suivie par les membres du Manoir qui, pour leur part, se rencontrent une fois par semaine pour encourager le dialogue entre les membres.

Les réunions du Manoir et de Cohabitat Québec, contrairement à celles de certaines coopératives qui procèdent par un vote à majorité, sont régies par la sociocratie, un mode de gestion où les décisions sont basées sur le consentement et l'absence d'objection. « *Si je n'ai pas d'argument solide, je vais vivre avec cette décision. C'est un processus un peu plus long au départ, mais en bout de ligne, on sait qu'on ne reviendra pas en arrière et que tout le monde va pédaler dans le même sens* », assure la membre de Cohabitat Québec Marie Champagne.

« *Les colocataires qui habitent dans les maisons communes ont aussi des règlements entre eux* », affirme le cofondateur de la coopérative de travailleurs Le Repère, Stéphane Girard. Pour sa part, même s'il contribue aux tâches de la ferme et au maintien des bâtiments de la communauté, l'homme de 51 ans préfère vivre dans l'intimité que lui confère sa mini-maison, où il vit seul.

Les membres des coopératives enregistrées doivent également respecter une charte régie par la Loi sur les coopératives, qui détermine les règles juridiques et financières assurant le bon fonctionnement de celles-ci.

### Subvenir à ses besoins

L'idée d'une autosubsistance est présente chez certaines communautés plus rurales. Que ce soit en ce qui a trait aux ressources ou à la rentabilité de leur entreprise, les membres du Repère et du Manoir visent, dans les prochaines années, l'autosuffisance alimentaire, énergétique et monétaire. « *Idéalement, on aimerait avoir des entreprises qui génèrent assez d'argent pour ne pas devoir aller à l'extérieur afin d'avoir de meilleurs revenus. L'idée est de pouvoir créer nos propres emplois* », affirme Arielle Paiement, qui travaille à contrat selon ses envies.

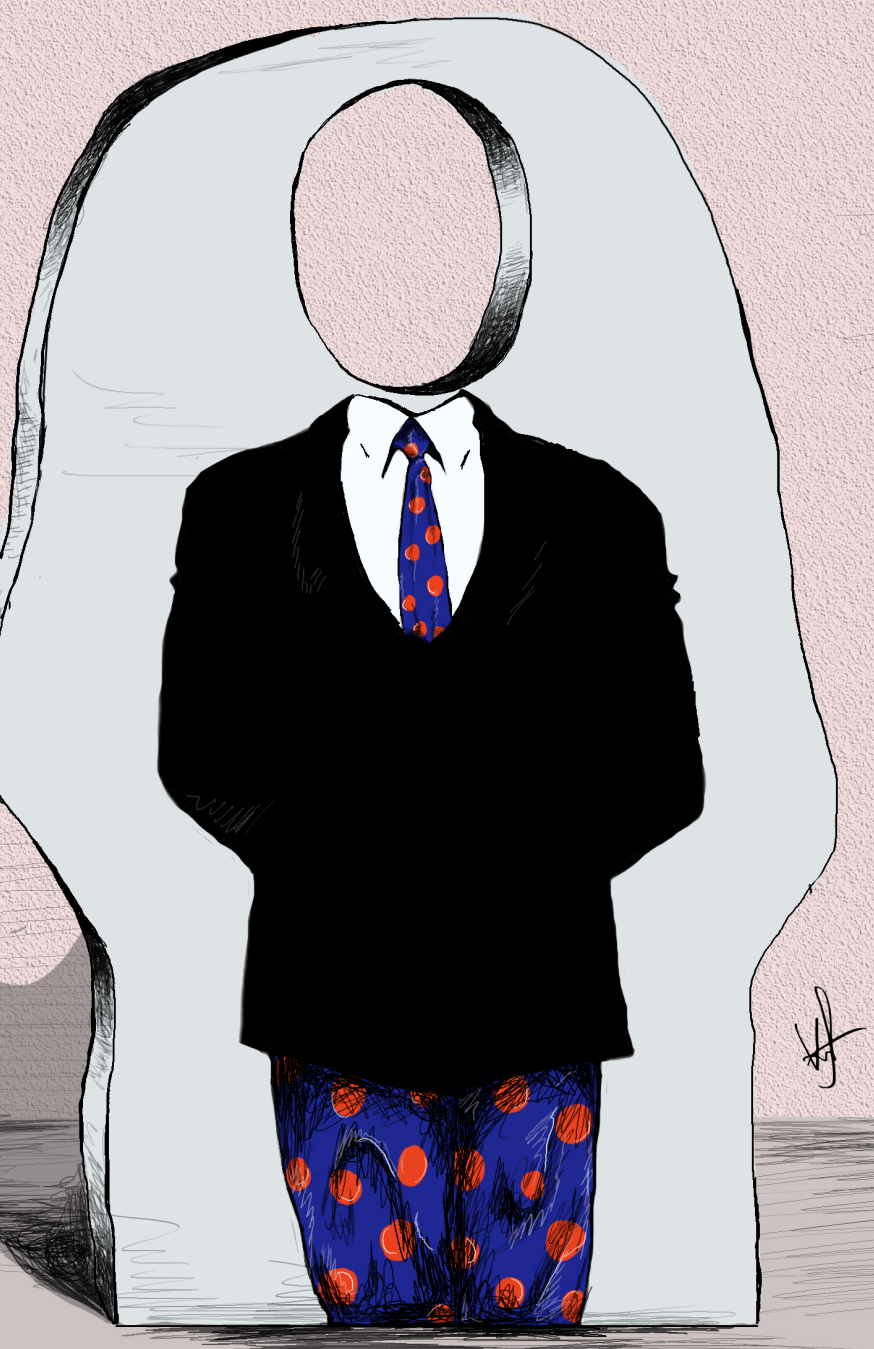
Même si la vie montréalaise lui manque parfois, Stéphane Girard a trouvé ce qu'il cherchait à Mont-Tremblant. Le fait de partager une ferme avec des gens d'expérience qui embrassent ses valeurs lui permet de réaliser un vieux rêve.

« *Souvent, j'entends le commentaire "*il y a ceux qui en parlent et ceux qui le font*" et nous, on l'a essayé. C'est faisable et fort agréable. La conformité et la dépendance des banques et des grandes chaînes d'alimentation ne me manquent pas* », indique M. Girard, qui s'alimente en grande partie des fruits et légumes qu'il produit et du bétail qu'il élève durant la saison estivale.

Les défis qu'apporte ce mode de vie ne découragent en aucun cas les membres. Au contraire, ils sont stimulés par cette proximité et leurs ambitions collectives. « *C'est très dynamique. Chaque jour, il se passe quelque chose. Chaque jour, il y a des défis et des opportunités d'apprendre* », affirme Arielle Paiement.

# Montréal Campus

## cahier spécial



LES COULISSES DU POUVOIR

# Les étudiants qui portent conseil

## Ils ont comme devoir de représenter sur le conseil d'administration les quelque 42 000 Uqamiens touchés par les décisions des têtes dirigeantes de l'Université

LAURENCE PHILIPPE

Nadia Lafrenière et Samuel Cossette sont les deux seuls étudiants à avoir eu accès au conseil d'administration de l'UQAM au cours des trois dernières années. Les deux délégués terminent un mandat qui s'est amorcé dans la turbulence et qui a nécessité plusieurs confrontations.

Les deux étudiants, nommés à l'automne 2015, ont eu droit à une arrivée difficile autour de la table. « *Au début, j'avais l'impression qu'on était plutôt perçus comme étant très dérangeants. On était là et* [les membres du conseil d'administration] *devaient faire avec parce que c'était le règlement, mais ça ne leur plaisait pas vraiment* », raconte Nadia Lafrenière, étudiante au doctorat en mathématique.

Selon Lise Bissonnette, présidente du conseil d'administration de 2013 à 2018, les deux représentants étudiants ont bien rempli leur mandat, consistant à rappeler aux membres du conseil comment certaines décisions peuvent affecter la vie étudiante. « *On pouvait être en désaccord avec leur analyse, mais ils ont toujours bien porté leurs points* », explique-t-elle.

> « Le rôle des étudiants, c'est le rôle de chien de garde »
>
> **Nadia Lafrenière co-représentante étudiante au CA de l'UQAM**

« *C'est essentiel que les personnes qui vont se présenter au conseil d'administration s'engagent à être des délégués des étudiants et des étudiantes*, souligne M. Cossette, étudiant à la maîtrise en communication. *C'est dangereux que les étudiants le fassent* [en leur nom personnel] *parce que le principe de délégation, c'est de discuter des enjeux pour les étudiants afin qu'ils soient portés au conseil d'administration.* »

« *Leur avantage est d'être sur le terrain. Ils sont véritablement en contact avec les réalités quotidiennes des étudiants* », appuie le délégué du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ) Alain Gerbier. Il expose un déséquilibre face aux représentants du milieu académique et membres administratifs, plus nombreux autour de la table.

« *Il y a une relation plus difficile entre les membres externes et les gens de la communauté parce qu'on ne provient pas du même milieu et parce que nos approches sont différentes* », explique M. Cossette.

« *On a plus de légitimité dans les points qu'on défend parce qu'on a l'appui des associations* [facultaires] », fait valoir Nadia Lafrenière. C'est ce qui évite un changement de position de leur part malgré la pression de certains membres du conseil, pense-t-elle.

Alain Gerbier déplore néanmoins que les dissidences au sein des représentants académiques, parfois ouvertement exprimées, ne modifient pas nécessairement les décisions finales.

### Image à redorer

Lors du printemps 2015, les prédécesseurs de M. Cossette et Mme Lafrenière ont été renvoyés par la direction avant la fin de leur mandat pour avoir pris part à certaines manifestations perturbantes contre l'austérité.

À l'époque, les deux nouveaux délégués ont dû redorer le blason de leur rôle. Les relations entre les étudiants et les membres du conseil d'administration étaient très tendues, explique Mme Lafrenière. « [Les membres] *comprenaient dans quel contexte on se présentait et ils savaient qu'on se positionnait contre plusieurs décisions qu'ils avaient prises dans la dernière année. On n'arrivait pas là avec la meilleure image* », ajoute-t-elle.

Avec le temps, les deux étudiants ont réussi à s'imposer et à se faire entendre lors des réunions. « *Ce qui a changé, c'est qu'on sent que les gens ont compris qu'on n'était pas là juste pour déranger, mais pour défendre les intérêts des étudiants et des étudiantes. On ne veut pas se faire dire de se taire* », mentionne Nadia Lafrenière.

Si après un an au sein du conseil d'administration les deux étudiants notaient un manque de transparence de l'instance administrative face à la communauté universitaire, ils remarquent un changement positif à l'approche de la fin de leur mandat.

« *Le fait qu'on pose souvent des questions et qu'on écrive des rapports publics à chaque rencontre met de la pression sur la direction. Ça fait en sorte qu'il y a beaucoup moins de documents confidentiels et que les membres doivent mieux se justifier lorsqu'ils imposent la confidentialité sur une information* », soutient Mme Lafrenière.

Ils racontent avoir été menacés plusieurs fois d'être traînés devant le comité de déontologie de l'UQAM par les membres externes et par la direction.

### Complicité durable

Le devoir des étudiants sur le conseil d'administration est de faire en sorte que les membres se sentent surveillés, de manière à ce que leurs paroles puissent être reprises contre eux, rapporte Samuel Cossette. « *Le rôle des étudiants, c'est le rôle de chiens de garde* », enchaîne Nadia Lafrenière. « *Parfois, si des détails nous avaient échappé, ils nous les signalaient* », se rappelle Lise Bissonnette.

Lorsque la complicité professionnelle entre les deux délégués est relevée, ils approuvent, sourires en coin. « *Nadia, c'est les yeux et la raison. Elle ne manque aucun détail, autant dans les documents qu'aux réunions. Elle réussit aussi à moins se fâcher que moi* », note M. Cossette.

En éclatant de rire, Mme Lafrenière explique à son tour que le point fort de son collègue est « *sa capacité à s'indigner au bon moment* ». « *Parfois, je me trouvais trop posée et j'étais contente que Samuel soit là pour bien représenter les étudiants* », ajoute-t-elle.

« *Ils étaient différents dans leur analyse, mais très proches dans les positions qu'ils prenaient. Ils se complétaient bien à cet égard, ça m'apparaissait clair* », remarque l'ex-présidente du conseil d'administration.

Bien que seulement 3,56 % des étudiants de l'UQAM aient voté pour eux en 2015, les deux délégués n'ont cessé de militer en faveur des intérêts étudiants dans le but d'en rejoindre le plus possible.

C'est d'ailleurs une vision qu'ils souhaitent que les futurs représentants étudiants, qui seront nommés le 17 avril, reprennent en main.

### Consultation à venir

Un recensement de l'opinion de l'ensemble des étudiants sera effectué via le portail Omnivox du 10 avril à 10h au 17 avril à 15h.

UQAM.OMNIVOX.CA

**CANDIDATURES**

Jonas Fadeu
*Faculté de science politique et de droit*

Nizar Haj Ayed
*École des sciences de la gestion*

Bolarinwa Akanbi Olou Bankolé
*Faculté de science politique et de droit*

Cyril Martin
*École des sciences de la gestion*

Stéphanie Thibodeau
*Faculté des sciences de l'éducation*

Maxine Visotsky-Charlebois
*Faculté de science politique et de droit*

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**Les représentants étudiants ont amorcé leur mandat en 2015 à la suite du renvoi de leurs prédécesseurs.**

LES COULISSES DU POUVOIR

# Sur les traces de René Côté

## L'ex-vice-recteur était au coeur des négociations mouvementées impliquant les syndicats de l'UQAM

FRANÇOIS-ALEXIS FAVREAU

Le professeur de la Faculté de science politique et de droit René Côté a conclu, au début du mois de janvier 2018, son mandat au poste de vice-recteur à la vie académique. Le Montréal Campus fait le point sur son parcours truffé de dossiers houleux aux côtés de l'ancien recteur Robert Proulx.

L'ex-recteur Robert Proulx qualifie sa relation professionnelle avec René Côté de « *chimie naturelle* ». Il avoue n'avoir jamais pris une décision sans l'avis de son ancien collègue. « *En temps de crise budgétaire, les opinions divergent sur ce qui doit être fait* », explique celui qui a dirigé l'UQAM de 2013 à 2018.

Même si toutes les décisions votées au conseil d'administration ne faisaient pas toujours l'unanimité, le recteur et le vice-recteur à la vie académique ne se pointaient jamais du doigt, selon Robert Proulx.

« *Occuper un poste administratif dans une université est un service à la collectivité*, explique l'ex-vice-recteur René Côté. *Une fois le mandat terminé, tu retournes à tes terres et à l'enseignement.* » M. Côté est actuellement en année sabbatique afin de faire la transition vers l'enseignement, à la suite de son mandat au poste de vice-recteur, qu'il a occupé à partir de 2013.

René Côté a contribué à la fondation de la Faculté de science politique et de droit, qui a vu le jour en 1999. Le fondateur et premier doyen de cette faculté, Jacques Lévesque, a demandé à René Côté de l'épauler dans cette démarche. De 2000 à 2005, M. Côté a occupé le poste de vice-doyen à la Faculté. Il en a été par la suite le doyen de 2005 à 2010.

### L'administration Proulx

Au cours de son mandat au vice-rectorat à la vie académique, René Côté a été nommé responsable des relations de travail à la demande de l'ancien recteur Robert Proulx. Sa fonction consistait à évaluer les possibilités pour appliquer les coupes budgétaires. Les négociations des conventions collectives avec le personnel enseignant, les chargés de cours et les employés, de 2013 à 2015, ont été des moyens pour y parvenir. « *En plus de la renégociation de conventions collectives, certains services ont dû se serrer la ceinture et réduire leur taille d'effectifs. Nous avions une équipe de direction soudée, qui a su passer au travers de la tempête* », résume M. Côté.

Une « *tempête* » qui a duré deux ans pour les syndicats, qui ont défendu fermement leurs intérêts pendant une cinquantaine de réunions et huit assemblées générales extraordinaires. « *L'ancienne direction voulait changer en profondeur la convention,* témoigne la deuxième vice-présidente du Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ), Henriette Bilodeau. *C'était un non catégorique.* » En rétrospective, elle déplore que « *malgré la longueur et les écueils, René Côté ne soit pas venu à la table de négociation* ».

Un sentiment de déception que partage la présidente du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ), Marie Blais. « *René Côté ne nous a même pas adressé la parole,* dit-elle. *Nous avions l'impression que les chargés de cours n'existaient pas et que les enjeux académiques passaient en second lieu.* »

La présidente du SCCUQ met en cause le manque de communication. « *Par le passé, il y avait des échanges avec le vice-recteur à la vie académique, mais pas cette fois-ci* », mentionne-t-elle. Règle générale, le vice-recteur à la vie académique ne participe pas directement à la négociation des conventions collectives, fait valoir l'ancien recteur Robert Proulx.

Les décisions stratégiques ont été prises par les instances appropriées, en l'occurrence la Commission des études, poursuit-il. « *Nous suivions les décisions des instances sans détour* », assure M. Proulx.

### Vent de fraîcheur

Les dossiers chauds pour l'administration de la nouvelle rectrice de l'UQAM, Magda Fusaro, incluent la prévention du harcèlement sexuel, l'éducation inclusive aux étudiants en situation de handicap et la situation des étudiants issus de communautés autochtones, selon René Côté.

MICHAËL LAFOREST MONTRÉAL CAMPUS

**L'ex-vice-recteur René Côté**

Devenir recteur de l'UQAM ne l'intéresse pas. « *Que d'autres prennent la place. Ils verront, il y a du pain sur la planche* », conclut-il.

# La verve et la sagesse du conseil d'administration

## Yves Gingras capte l'attention de ses collègues par son caractère déstabilisant

NICOLAS ST-GERMAIN

Yves Gingras est un spécialiste de l'UQAM, où il siège depuis 2013 sur le conseil d'administration. Lors de chaque rencontre, il tente de prioriser l'intérêt supérieur de l'université aux intérêts personnels des professeurs qu'il représente.

Professeur à l'UQAM depuis 1986, spécialisé dans la sociologie des sciences, Yves Gingras se définit comme un chercheur sur les données « *qui déconstruit les incohérences* » que l'on retrouve dans la vie de tous les jours. « *Les gens ont peur de lui, c'est un* killer. *Il s'attaque souvent à ceux qui ont autant, sinon plus de capital politique que lui* », affirme le professeur au Département d'histoire de l'UQAM et ami de longue date de M. Gingras, Robert Gagnon.

« *Je représente les professeurs* [et] *on imagine que je vais amener au conseil d'administration une sensibilité* [pour eux]. *Mais, je ne suis pas leur porte-parole* », explique M. Gingras. Pour lui, l'autonomie de la recherche universitaire et le droit de parole des étudiants sont des enjeux cruciaux qu'il défend à la table du conseil d'administration.

« *Il a les intérêts de l'université et du réseau des universités du Québec à coeur*, souligne le troisième vice-président du Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ), Michel Lacroix. *Il veut que tous aient accès à la même éducation.* »

« *Il impressionne les gens plus qu'il ne les intimide* », poursuit M. Lacroix. Yves Gingras ne fera cependant pas de coup d'éclat simplement pour faire réagir, s'empresse-t-il de nuancer. « *Il a un argumentaire très serré, c'est normal que ça soit intimidant. Il arrive toujours préparé* », complète l'actuelle présidente du SPUQ, Michèle Nevert. Cette préparation lui permet de contredire habilement l'opinion de ses collègues.

### Réunions au sommet

Les rencontres du conseil d'administration de l'UQAM se déroulent toujours dans la légèreté. « *On se fait rire, il y a de l'humour*, raconte Yves Gingras. *Il n'y a pas eu une seule séance lourde depuis que je suis en poste. Même avec la nouvelle rectrice, c'est la même atmosphère.* »

M. Gingras précise qu'environ 90 % des décisions du conseil d'administration sont des décisions de routine, telle que la signature du contrat des réparations du clocher au pavillon Judith-Jasmin. L'autre 10 % nécessite davantage de débats, comme la demande d'autonomie de l'École des sciences de la gestion.

### Un stratège

« *Yves, c'est un stratège de stature olympique*, lance Robert Gagnon d'un ton admiratif. *C'est une raison de plus de l'avoir dans un conseil d'administration parce qu'il n'agit pas sur un coup de tête.* »

Yves Gingras est un homme décoré. Il a d'ailleurs remporté le tout premier prix d'excellence en recherche de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM en 2014, qui récompense la productivité et l'apport exceptionnel à la recherche. M. Gingras demeure cependant très humble à ce sujet. « *Vous savez, tous les maires fraudeurs ont toujours dit* "je suis fier de mes réalisations" *et après on les retrouvait en prison* [...] *Alors, quand je vois la phrase* "je suis fier de mes réalisations"*, je commence à être nerveux* », rigole-t-il.

Mme Nevert et M. Lacroix ne cachent pas l'importance de M. Gingras sur la scène internationale. Le professeur participe régulièrement à plusieurs conférences à travers le monde. Dans la dernière année, il s'est retrouvé au Maroc pour discuter des transformations de l'évaluation de la recherche . « *Il est probablement le* [plus grand] *spécialiste francophone de la sociologie des sciences au monde et l'un des plus grands chercheurs sur le plan international* », estime Mme Nevert.

Les deux s'entendent pour dire que sa générosité est sans pareil. « *Il ne doit pas dormir beaucoup* », lance Mme Nevert en mentionnant que M. Gingras ne rate jamais un apéritif avec le Département d'histoire le vendredi soir, à moins d'être à l'étranger.

LINA HECKENAST MONTRÉAL CAMPUS

**Yves Gingras siège au conseil d'administration depuis 2013.**

FRANCOPHONIE

# Apprendre le français, une porte vers l'implication

LAURENCE THIBAULT

Dans les couloirs agités du centre de francisation Yves-Thériault, les conversations en espagnol, en arabe et en portugais se mêlent au brouhaha ambiant. Malgré la variété des 62 langues maternelles, l'objectif commun des étudiants, dont Ana Karina Nuñez Garcia, est l'apprentissage du français.

L'année dernière, Ana Karina Nuñez Garcia a pris une grande décision : celle de suivre des cours de français afin d'obtenir un meilleur emploi. L'entrepôt de cosmétiques où elle travaillait n'avait plus besoin d'autant d'employés. Mme Nuñez Garcia s'est retrouvée soudainement au chômage.

Aidée par un ami, elle choisit le centre Yves-Thériault, dans le nord-est de Montréal, qui accueille près de 1 200 élèves par session. La Dominicaine à l'allure soignée saute sur l'occasion pour améliorer son écriture et perfectionner son vocabulaire, encouragée par sa mère qui lui disait : « *Ana, c'est maintenant ou jamais* ».

Elle est arrivée au Québec en mars 2010 avec son frère et sa soeur. Sa mère, qui y a immigré trois ans plus tôt, incite ses enfants à apprendre la langue de leur terre d'accueil. « *Lorsqu'on est arrivés ici, on est allés apprendre le français avec son ami haïtien, qui donnait des cours à domicile* », se remémore Mme Nuñez Garcia. C'est surtout son milieu de travail qui l'a aidée dans son apprentissage, car elle devait converser en français avec les employés.

Malgré sa crainte de la nouveauté, elle est consciente des défis qui l'attendent. Lors de son test d'entrée au centre Yves-Thériault, en mai 2017, la jeune femme se classe au niveau intermédiaire. « *J'étais surprise, car à ce moment-là, je ne conjuguais pas les verbes. Je parlais tout le temps au présent* », se souvient l'étudiante.

À son arrivée au centre, Ana fait la connaissance d'amis ukrainien et russe. Elle retrouve en ses nouveaux camarades le même désir de s'appliquer à l'apprentissage du français. « *Quand on travaillait en équipe, Ana était vraiment motivante. C'est une personne très travaillante et intelligente* », raconte Alen Babin, qui se souvient bien de leur rencontre.

La Dominicaine a de très bonnes relations avec les professeurs dès son arrivée. Elle constate que les plus sévères sont ceux qui la motivent le plus à se dépasser. Mme Nuñez Garcia ne se laisse donc pas démoraliser par son principal défi, l'écriture.

### Implications scolaires

En plus de suivre près de 30 heures de cours par semaine, la jeune femme de 27 ans s'implique énormément au centre de francisation. Elle est notamment la présidente du conseil d'élèves de jour depuis l'automne 2017. « *Il y a un conseil de jour et un conseil de soir parce que les besoins ne sont pas les mêmes. Les quatre élèves siègent sur le conseil d'établissement* », explique la directrice du centre Yves-Thériault, Caroline Boucher.

Cette dernière décrit Ana comme une présidente « *positive, impliquée et très constructive* ». Déterminée, la jeune femme a réussi à faire ajouter un cours d'écriture le matin, une demande que les étudiants lui avaient faite.

Les murs des longs corridors sont remplis d'affiches d'inscription aux activités en ce début de session. Zumba, salsa, conditionnement physique se succèdent à l'heure du dîner et Ana, pleine d'énergie, veut participer à tout sans pour autant mettre de côté ses travaux.

Avec deux enfants de quatre et cinq ans, son horaire est bien chargé. Son mari, qu'elle a rencontré en République dominicaine, l'aide constamment. Ils parviennent à organiser leur horaire même si le père, en plus de son travail à temps plein, vient tout juste de s'inscrire au cours du soir au centre de francisation.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**Ana Karina Nuñez Garcia devant le centre Yves-Thériault**

Moins d'un an après son inscription, elle se dit fière de ses accomplissements. Grâce à sa persévérance, elle a atteint le plus haut niveau d'apprentissage offert par le centre.

Ana Karina Nuñez Garcia, la tête pleine de projets, souhaite continuer de perfectionner son français et être admise au cégep. « *Mon mari me dit que je devrais être avocate, que c'est ma nature, mais je ne suis pas certaine encore* », dit-elle avant de s'esclaffer.

# L'Afrique à travers les lunettes uqamiennes

## Incursion dans le travail du directeur du Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand

FRANÇOIS CARABIN

Le chercheur à l'UQAM Bruno Charbonneau conjugue sa passion ardente pour les enjeux africains et son expérience en résolution de conflit pour diriger avec rigueur le Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand.

Le directeur du centre d'études basé à l'UQAM fait croître méthodiquement son équipe depuis sa fondation en 2016. Malgré son intérêt pour la recherche fondamentale, il ne manque jamais une occasion de poser le pied sur le continent africain.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**Bruno Charbonneau**

M. Charbonneau travaille actuellement sur un projet de recherche et de vulgarisation sur la guerre au Mali intitulé Projet Mali. Une attention toute particulière est portée à ce large pays ouest-africain, mais son intérêt pour la région ne s'arrête pas là.

« *J'ai découvert l'Afrique à travers mes études*, raconte-t-il. *On y prend goût, car les défis sont immenses. C'est effervescent et stimulant, faire du terrain en Afrique.* »

Selon le chercheur Adam Sandor, qui travaille avec lui sur ce projet, cette approche est indispensable. « *C'est beaucoup plus efficace d'aller parler sur place avec les gens, et c'est ce qui alimente le travail de Bruno* », déclare-t-il.

Avant même d'occuper ses postes actuels au Département de science politique de l'Université Laurentienne, en Ontario, et à la Chaire Raoul-Dandurand, Bruno Charbonneau a développé un intérêt croissant pour l'intervention internationale. Sa thèse de doctorat portait notamment sur la politique de la France dans ses anciennes colonies d'Afrique.

Ses recherches lui ont ensuite permis d'aller sur le terrain, de la Côte-d'Ivoire au Mali, en passant par le Rwanda.

« *Il y a un aspect très humain à l'Afrique,* observe-t-il. *En Occident, les gens peuvent être moins authentiques, alors qu'en Afrique, le contact est plus direct avec les réalités de la vie.* »

### Trace uqamienne en Afrique

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix est né sous l'initiative de M. Charbonneau, qui occupait un poste à la Chaire Raoul-Dandurand depuis quatre ans. L'objectif : faire la lumière sur la résolution de conflits, surtout en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans le reste de la francophonie.

« *La littérature scientifique se concentrait surtout sur des cas extérieurs à l'Afrique francophone,* dénote M. Charbonneau. *L'étude de la paix et des conflits est très anglo-saxonne. Donc, je trouvais qu'il y avait beaucoup de choses à faire dans ce domaine.* »

### Volonté de bâtir

Le chercheur s'est efforcé de combler ce manque grâce à un regard « *critique et exigeant* » sur les efforts de recherche dans la francophonie, selon le coordonnateur du Centre FrancoPaix, Maxime Ricard.

« *C'est quelqu'un de très entreprenant et dynamique, dans le sens où il a construit en grande partie le Centre,* explique-t-il. *Il a eu la volonté d'aller voir des partenaires internationaux comme l'Organisation internationale de la Francophonie pour essayer de mettre en place quelque chose qui manquait au Québec.* »

« *Il y a peut-être plus d'interventions militaires en Afrique que jamais, mais ce sont des interventions préventives d'abord,* remarque M. Charbonneau. *Ce que je regrette dans tout ça, c'est que l'investissement politique ne suit pas.* »

Sa gestion du Centre FrancoPaix se fait donc dans une optique de vulgarisation et de publicisation des conflits qui enflamment l'Afrique. « *On laisse à eux-mêmes des gens qui, oui, sont loin d'être parfaits, oui, peuvent être violents. Mais, pour résoudre un conflit, il faut agir politiquement*, lance-t-il. *Présentement, ce sont des visions à court terme. On bombarde, on s'en lave les mains. On peut voir que ça ne marche jamais.* »

Pour Adam Sandor, l'investissement du Centre FrancoPaix dans la recherche résonne jusqu'en Afrique. « *Ça a pris un historien américain pour démontrer les liens du gouvernement Vichy avec l'Allemagne nazie,* rappelle-t-il. *Souvent, ça dépend d'un point de vue extérieur pour pouvoir survoler un problème sans subjectivité. C'est ce que nous essayons de faire avec le Centre.* »

MUSIQUE

# L'histoire d'amour entre une musicologue et la chanson québécoise

## La spécialiste Sandria P. Bouliane a trouvé sa voix dans la recherche universitaire

JÉRÉMIE LACHANCE

Chargée de cours en histoire de la chanson francophone et chercheuse postdoctorale en musicologie à l'UQAM, Sandria P. Bouliane est une experte de la scène musicale de la Belle Province. D'un grand naturel, la musicologue revient sur l'importance d'une bonne éducation afin de protéger le français dans la musique québécoise, une note à la fois.

« *J'ai toujours été fascinée par la musique* », avoue d'entrée de jeu la chargée de cours, dont un sourire inopiné éclaire le visage. Initiée dès son plus jeune âge au piano, la musicologue se découvre rapidement une passion pour la musique classique.

Enchaînant les écoles de musique lors de son passage au primaire et au secondaire, Sandria P. Bouliane doit faire un choix à son entrée au cégep : l'art ou la stabilité. « *J'ai fait un double DEC en musique et sciences parce que les sciences semblaient plus prometteuses* », se rappelle-t-elle entre deux éclats de rire, loin de se douter où sa carrière musicale allait la mener.

Acceptée à l'Université Laval en musicologie, elle se spécialise en musique baroque, pour se réorienter, une fois à la maîtrise, vers la musique populaire.

Le professeur au doctorat en musicologie à l'Université Laval, Serge Lacasse, qui est l'un des premiers à s'être spécialisé en musique populaire au Québec, avoue être impressionné par Mme Bouliane. « *Son caractère, c'est sa force,* confie-t-il. *C'est une personne qui va travailler extrêmement fort pour réussir à atteindre ses objectifs.* »

Détentrice d'un doctorat en musicologie dès le début des années 2000, elle participe à de nombreuses recherches sur les origines de la musique francophone au Québec, notamment au sujet des influences musicales entre New York et Montréal.

« *C'est très important qu'il y ait des personnes qualifiées comme Sandria qui nous parlent de la culture populaire québécoise, sans quoi il serait dur de la préserver* », lance le docteur en histoire, spécialiste de la Nouvelle-France et coordonnateur de l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française, Martin Fournier. Selon lui, le travail de la chargée de cours demeure des plus importants à ce jour, tenant compte de la situation précaire de la francophonie en Amérique du Nord.

### Des échanges profitables

Sandria P. Bouliane clame cependant qu'il est irrationnel de craindre la disparition du français dans la musique québécoise. Pour la musicologue, le concept de musique québécoise « *de souche* » reste assez vague. Celui-ci a toujours été grandement influencé par son voisin américain, explique-t-elle.

« *Les chansons traditionnelles québécoises n'étaient ni plus ni moins que des traductions de chansons américaines* », signale la chercheuse avant de chantonner *Y mouillera p'us pantoute*, la traduction québécoise de la chanson américaine *It Ain't Gonna Rain No More*.

Durant ses recherches, Sandria P. Bouliane a découvert que les échanges culturels entre diverses communautés ont toujours été bénéfiques pour la musique québécoise. « *La peur de perdre la langue française a toujours été là* », mentionne-t-elle.

> « La peur de perdre la langue française a toujours été là »
>
> **Sandria P. Bouliane, chercheuse postdoctorale en musicologie**

MICHAËL LAFOREST MONTRÉAL CAMPUS

**Sandria P. Bouliane parcourt les oeuvres de la bibliothèque du Département de musique de l'UQAM.**

« *Si la musique francophone a toujours réussi à survivre malgré les emprunts culturels, pourquoi est-ce que ce serait différent dans le futur?* », se questionne-t-elle avant de souligner que de nombreux pays évoluent avec une multitude de langues officielles sans que l'une prenne le dessus sur les autres.

Le professeur Serge Lacasse soutient que cette vision est proprement issue de l'époque de Mme Bouliane. « *C'est une génération de musicologues plus cosmopolite,* justifie-t-il. *Ils ont été capables de l'intégrer dans un discours plus vaste et se sont rendu compte qu'il y avait des phénomènes semblables qui se passaient ailleurs dans le monde.* »

### Une question d'éducation

Aujourd'hui, la chargée de cours à l'UQAM adapte ses recherches à la nouvelle réalité musicale québécoise. Après de nombreuses décennies d'échanges culturels entre différentes communautés, Sandria P. Bouliane dénote un métissage de plus en plus assumé dans la musique québécoise. « *Il y en a toujours eu. Maintenant, ce qui est intéressant, c'est que ça se produit dans une même chanson,* dit-elle. *Avant, personne n'aurait parlé de groupes qui mélangent différentes langues* [dans la même phrase]. »

Or, il est faux de croire, selon la chercheuse postdoctorale en musicologie, qu'un métissage de plus en plus présent dans la chanson francophone québécoise représenterait un danger pour sa survie. Il ne s'agirait pas d'une question de langue, mais bien d'éducation. « *Si on a une belle éducation, si on montre la richesse d'une culture, les gens vont être intéressés de se l'approprier, de la connaître et de travailler avec,* raisonne-t-elle. *Ce n'est pas parce que de plus en plus de jeunes musiciens mélangent les langues qu'on va commencer à perdre tous nos repères francophones.* »

Martin Fournier est du même avis. Selon lui, des individus comme Sandria P. Bouliane sont nécessaires à la conservation de la musique populaire québécoise. « *Les travaux menés par Sandria sont indispensables à la bonne connaissance de la culture populaire québécoise, sans quoi elle se ferait bouffer tout rond* », affirme le docteur en histoire.

Questionnée sur ses projets futurs, la chercheuse postdoctorale à l'UQAM désire publier une encyclopédie de la musique du Québec. « *Le but serait de proposer des topos sur la danse, sur le funk, sur l'enregistrement et où une panoplie de sujets serait abordée* », explique-t-elle.

Pour ce faire, la musicologue précise qu'il lui reste beaucoup de travail à accomplir avant d'arriver à un résultat concret. « *Ça fait longtemps que je ramasse, peu à peu, des collaborateurs, aussi bien des historiens amateurs que des chercheurs académiques, afin de trouver les bonnes personnes qui parlent du sujet qu'ils connaissent* », mentionne Mme Bouliane.

ENSEIGNEMENT

# Une Berlinoise dans la ville

## La metteuse en scène Angela Konrad aborde le théâtre de manière cérébrale

MICHAËL LAFOREST MONTRÉAL CAMPUS

**Angela Konrad a présenté ses pièces durant plus de vingt ans en Europe avant de s'établir à Montréal.**

FRANÇOIS CARABIN

Installée au Québec depuis à peine six ans, la metteuse en scène d'origine allemande Angela Konrad laisse déjà une empreinte imposante dans le paysage théâtral de la province. Elle tente de porter, avec ses pièces, un regard nouveau sur la société moderne.

Celle qui enseigne à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM depuis 2012 semble n'avoir d'allemand que l'accent qui se glisse à la fin de ses mots. Six ans après son arrivée à Montréal, où elle a créé sa propre compagnie théâtrale, La Fabrik, Angela Konrad plonge totalement dans l'effervescence de la culture montréalaise.

La Licorne, le Théâtre de Quat'Sous, l'Usine C : Angela Konrad a déjà monté des spectacles dans les plus grandes salles de la métropole, et elle présentera plus tard cette année une pièce au Théâtre Prospero.

L'artiste a fait ses preuves pendant plus de vingt ans en Allemagne et en France avant de faire ses bagages. La méthode moderne allemande, caractérisée par une distanciation de l'acteur et une tendance à « *montrer l'émotion plutôt qu'à l'éprouver* », occupe encore une place prépondérante dans le processus créatif de l'artiste. « *Je garde un pied à Berlin* », confie-t-elle.

Sa dernière création, *Les robots font-ils l'amour?*, inspirée de l'essai du même nom de Laurent Alexandre et Jean-Michel Besnier, défriche les grandes questions du transhumanisme dans un contexte moderne. La majeure partie de la carrière de Mme Konrad a cependant été consacrée à une relecture de grands auteurs classiques, comme Brecht et Shakespeare.

« *Dans ces écritures fortes qui ont dépassé le temps, il y a des idéaux et des concepts universels*, explique Mme Konrad. *Ce qui m'intéresse, c'est de voir comment ces idées jettent un regard sur notre condition humaine contemporaine.* »

Deux de ses pièces québécoises les plus acclamées, *Macbeth* et *Auditions ou Me, Myself and I*, sont des adaptations de textes de Shakespeare. *Variations pour une déchéance annoncée*, quant à elle, est une réinterprétation de *La Cerisaie* de Tchekhov. La metteuse en scène a aussi touché à Heiner Müller, un pionnier du théâtre allemand, lors de son passage en France.

### Un théâtre théorique

Il est possible de dégager des propos de la metteuse en scène une puissance autant cérébrale que créatrice. Selon la comédienne Lise Roy, Mme Konrad porte « *un vaste regard de perspective sur la vie qui s'intéresse aux grands mouvements qui affectent la société contemporaine.* »

Son utilisation d'une technique analytique dans la lecture des textes l'aide à élaborer l'espace scénographique. Selon la professeure, il n'y a pas de théâtre s ans étude théorique.

« *Au Québec, nous avons un milieu théâtral très ancré dans la pratique, où les créateurs ont parfois peur d'intellectualiser*, affirme le concepteur de lumière et metteur, en scène Cédric Delorme-Bouchard. *Angela apporte quelque chose de très différent des autres metteurs en scène, soit le discours théorique.* »

Pour Lise Roy, qui a oeuvré sous la direction d'Angela Konrad à plusieurs reprises, dont, plus récemment, dans *Les robots font-ils l'amour?*, l'expérience dramaturgique de Mme Konrad donne à son théâtre une couleur toute particulière. « *Elle est tellement riche en informations qu'on en apprend constamment sur notre art comme métier et comme vecteur social* », affirme-t-elle.

### Travail d'équipe

Lorsqu'elle forme sa distribution pour une pièce, la metteuse en scène convie ses acteurs à participer à l'élaboration de cette dernière. « *Je les invite à partager une première lecture, et, par la suite, je travaille beaucoup à partir d'improvisation*, explique-t-elle. *Ça va assez vite quand nous entrons en salle.* »

« *C'est quelqu'un qui ne cesse de questionner le matériau, de le bousculer et de le mettre à plat devant nous*, ajoute Lise Roy. *Elle incite ses acteurs à avoir une position de créateurs, autant dans le contenu que dans la forme, pour nourrir l'oeuvre en gestation.* »

Si certains metteurs en scène se spécialisent dans la direction d'acteurs et d'autres, dans l'élaboration conceptuelle, Mme Konrad maîtrise à merveille les deux sphères, selon Cédric Delorme-Bouchard. « *C'est ce mélange des langages qui lui donne une signature si forte* », précise-t-il.

### Transmettre la recherche

Depuis son arrivée au Québec, Mme Konrad communique son amour pour l'interdisciplinarité à ses étudiants de l'UQAM. « *Les études théâtrales sont une île au milieu des sciences humaines et sociales*, observe-t-elle. *Il faut avoir la curiosité d'aller se nourrir dans tous ces domaines. Je cherche à aiguiser le regard et à alimenter la curiosité et la culture au-delà des contraintes d'évaluation.* »

Au travers de son parcours au baccalauréat en études théâtrales de l'UQAM, l'étudiante Laurence Thibault a rencontré une poignée de professeurs qui lui ont donné la motivation nécessaire à l'avancement de ses études. En côtoyant Angela Konrad, elle a découvert une personne exigeante, mais indispensable à son cheminement.

« *Elle m'a donné une liberté dans la recherche que certains professeurs ne m'ont pas donnée*, déclare-t-elle. *Ça me met en confiance par rapport à mes créations.* »

L'étudiante croit que sa professeure aura un impact majeur sur la scène théâtrale québécoise. « *Sa présence est imposante et elle motive beaucoup notre démarche* », ajoute-t-elle.

### Enseigner, créer, développer

Mme Konrad est très fière de ce qu'elle a pu accomplir dans la province, notamment à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM.

« *Ce que j'ai pu développer à l'UQAM, c'est quelque chose que je n'aurais jamais pu développer en Europe*, avoue-t-elle. *J'ai eu le plaisir de contribuer, avec mes collègues, à la modification du profil d'études théâtrales. On voit que le programme a évolué, comme les étudiants qui y étudient.* »

Celle qui profitera bientôt d'une année sabbatique de l'enseignement a encore de nombreux projets en tête.

« *Je souhaite m'ouvrir à des étudiants d'autres disciplines pour créer un groupe de recherche*, exprime la professeure. *Un vrai laboratoire de recherche théâtrale qui regrouperait des collègues et des étudiants pour réfléchir sur le phénomène dramaturgique. Ça manque à Montréal.* »

RÉSEAUX SOCIAUX

# Le journal de Gab Bois

CAMILLE AVERY-BENNY

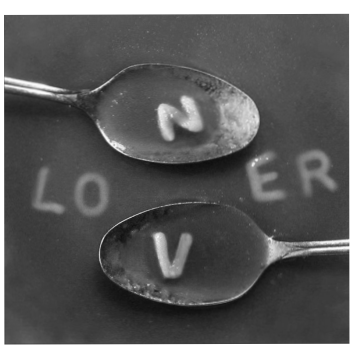
L'artiste frondeuse Gab Bois s'amuse à publier régulièrement des gros plans fantaisistes à saveur satirique sur sa page Instagram. Si elle trouve son contenu « *presque satisfaisant à regarder* », ses photos n'ont pas cet effet sur tous.

Grâce à ses publications provocatrices qui ont été vues des millions de fois, la photographe et modèle décomplexée se démarque sur la galerie virtuelle. Sa page Instagram, gabbois, compte plus de 125 000 adeptes des cadrages serrés qui mettent en scène son corps orné d'objets qu'elle tire de son quotidien.

Depuis novembre 2016, l'artiste y a entre autres dévoilé des photos de ses clavicules rougies transpercées d'anneaux et de sa bouche ouverte dans laquelle un cactus fait office de langue. « *Sans nécessairement entrer dans le gore, j'avais envie d'aller jouer dans les petites nuances. C'était en réaction à mes cours au cégep, où ce qu'on créait devait être beau, esthétique* », affirme la diplômée en arts visuels du cégep du Vieux-Montréal, qui a récemment quitté son programme en enseignement à l'UQAM afin de se consacrer à ses projets personnels.

« *Mon père est artiste peintre, donc l'art a tout le temps été là. Il m'assoyait à côté de lui avec une feuille pendant qu'il était devant son tableau* », se rappelle celle qui pratiquait la peinture et l'illustration avant de se lancer en photographie. Munie de son modeste appareil, Gab Bois se démarque aujourd'hui avec des plans rapprochés, qui sont rapidement devenus sa marque de commerce.

Les idées de Gab Bois lui ont




INSTAGRAM GAB BOIS

**L'oeuvre « Which one are you? »**

valu une invitation aux deux dernières éditions de l'exposition Art Party, créée par des femmes artistes en 2017. « *On aime approcher des femmes qui ont confiance en leur travail et qui n'ont pas peur de le démontrer* », explique la coordonnatrice de l'événement, Naomie Thellend Gélinas.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**L'artiste Gab Bois, dont les oeuvres sont publiées sur Instagram, allie inconfort et messages cachés.**

Lors de sa première exposition au Art Party, la jeune « *dure à cuire* » a pris plaisir à apposer des commentaires négatifs tirées de sa page Instagram sur ses oeuvres. « *C'est une femme qui inspire les artistes et c'est ça qu'on veut* », ajoute Mme Thellend Gélinas.

### À livre ouvert

Féminité, proximité et intimité constituent le fil conducteur de l'œuvre de Gab Bois. « *Je suis inspirée par des trucs que je connais. C'est très égoïste comme processus créatif* », admet la photographe.

« *Comme c'est un journal d'idées hyper personnelles, ça me surprend un peu que les gens se sentent interpellés par l'univers de quelqu'un d'autre* », s'étonne l'artiste, qui profite aujourd'hui de la visibilité que lui procure sa page Instagram.

Malgré le sens plus implicite de certaines oeuvres, une description illustre parfois les publications de Gab Bois. « *En pensant à des expressions et à des trucs plus figuratifs, j'ai commencé à faire des titres qui résonnaient avec l'image* », explique Gab. « *Lequel es-tu?* », demande-t-elle sous la photo d'un bol de soupe aux tomates dans lequel flottent les lettres qui forment à la fois les mots *lover* [amoureux] et *loner* [solitaire].

Bien qu'il lui arrive de faire des clins d'œil politiques, comme elle l'a fait pendant le mouvement #MoiAussi en partageant une photo où des anneaux cadenassés scellent ses lèvres, Gab Bois ne se décrit pas comme une activiste. « *Ce que je fais est très satirique. Il ne faut pas prendre ça au sérieux* », précise l'artiste.

« *J'aime le fait que son travail soit entièrement fait par elle. Penser aux coulisses des séances m'intrigue* », souligne Naomie Thellend Gélinas en songeant à une photo où l'artiste, les jambes en l'air, tient deux coupes remplies d'eau en équilibre sur la semelle de ses chaussures.

L'art de Gab Bois ne lui permet toutefois pas de payer son loyer. C'est dans la boutique de consignation de vêtements haut de gamme où elle travaille qu'elle investit la majorité de son énergie. Elle s'inspire d'ailleurs de son emploi lorsqu'elle bricole avec des logos Louis Vuitton ou Chanel miniatures lors de séances photos.

De retour d'un séjour à Los Angeles et à peine installée dans son nouvel appartement de la Petite-Italie, Gab Bois prévoit présenter des œuvres multisensorielles dans une exposition cet été, à Montréal. « *À suivre* », annonce-t-elle.

RECHERCHE

# L'université dans la rue avec Simon Harel

FÉLIX PEDNEAULT

Il donne rarement ses séminaires en classe. C'est plutôt dans les rues de Montréal, à bord de son camion à la fine pointe de la technologie, qu'il part avec ses étudiants à la recherche de récits et de réflexions. Sortir la recherche universitaire du cadre établi, voilà l'objectif du professeur Simon Harel.

« *Je mène des séminaires de recherche sur le terrain qui sont associés à des problématiques actuelles, comme les enjeux de la fête ou même de l'hyperfestivité dans le Quartier des spectacles* », raconte M. Harel, qui a enseigné à l'UQAM, son *alma mater*, de 1989 jusqu'en 2011.

Le Laboratoire sur les récits du soi mobile (LRSM) est né en 2012 de l'esprit de Simon Harel. Professeur de littérature comparée, il est titulaire de ce laboratoire de l'Université de Montréal où se rencontrent l'urbanisme, la littérature, le cinéma, la médecine ou encore la musicologie.

Lorsqu'il s'aventure en ville avec ses étudiants, M. Harel déploie tout l'attirail technologique de sa camionnette, dans laquelle ses étudiants et lui font des enregistrements et du montage, mais aussi des projections cinématographiques. Simon Harel l'utilise personnellement pour tenir ses séminaires en plein air avant d'envoyer ses étudiants récolter des témoignages auprès de la population.

En sortie, les étudiants arpentent les rues, armés de caméras GoPro, de cellulaires, d'enregistreurs numériques ou de caméras. « *C'est un travail de terrain qui se rapproche de ce qui se faisait en sciences sociales, comme en anthropologie, en sociologie et même un peu en journalisme!* », explique le professeur, qui veut que l'approche cinématographique ou littéraire de ses étudiants s'inspire des récits qu'ils recueillent lors de leurs explorations.

### Des idées au service de tous

« *L'université de demain ne peut être encabanée,* déclare fermement M. Harel. *À ce jour, elle demeure élitiste et le monde ordinaire y circule peu. Dans le monde des arts et des lettres, on peut se permettre de changer le rapport au savoir.* » Cette opinion, qui diffère de ce qui se fait en recherche universitaire, a cheminé dans l'esprit de Simon Harel à un moment où il « *s'ennuyait un peu comme professeur* ».

Il voulait éviter « *le danger du confort et de la répétition* », explique-t-il. Il pensait se déstabiliser en poussant ses recherches dans la rue.

« *On fait des rencontres surprenantes et on intéresse les gens au travail universitaire* », raconte l'ancien coordonnateur du LRSM, Frédéric Dallaire-Tremblay, qui a fondé le projet avec M. Harel. M. Dallaire-Tremblay, avant de quitter le laboratoire pour entreprendre ses études postdoctorales, a mené les recherches pour acheter le camion du laboratoire et l'équiper de plusieurs outils multimédias.

« *Simon est un rêveur, il aime créer des événements qui sortent de l'ordinaire. Par exemple, il a organisé des journées universitaires au Café Cléopâtre, un bar de danseuses situé sur le boulevard Saint-Laurent, pour en apprendre davantage sur leur univers* », raconte-t-il en affirmant que Simon Harel rend possible ce qui peut d'abord sembler saugrenu.

M. Harel ne recule devant rien, mais est aussi un professeur demandant. « *Quelqu'un d'aussi enthousiaste s'attend à ce qu'on affronte les défis avec la même énergie que lui. Alors, on devient aussi exigeant envers nous-mêmes qu'il l'est envers lui-même* », affirme Frédéric Dallaire-Tremblay.

Ce qui inspire le plus M. Harel, ce sont les rencontres que favorise le Laboratoire des récits du soi mobile. « *C'est fascinant comme certaines personnes qu'on interroge font de la poésie sans le savoir. Seulement dans leur façon de s'exprimer* », explique-il.

Le plus gros obstacle de Simon Harel demeure le financement. « *Le Laboratoire est à la croisée des disciplines. Il est donc dans une impasse de financement, surtout du côté des fonds de recherche pour les programmes, car la recherche-création se fait par discipline avant tout* », déplore-t-il.

« *On ne fait pas dans la pérennité. On change de quartier au fil des projets. Ce sera peut-être Montréal-Nord, Verdun ou nulle part si on est tannés* », explique M. Harel, qui œuvre actuellement dans l'arrondissement d'Outremont sur la construction du nouveau campus de l'Université de Montréal.

S'il avait un message à passer, Simon Harel voudrait que les étudiants de l'UQAM « *se sentent les bienvenus au LRSM* ». « *L'université est soumise à des règles bureaucratiques et ministérielles, mais la force de Montréal, c'est que l'université y est partout* », affirme-t-il, convaincu de la créativité et de la motivation des élèves qui le rejoignent dans son projet.

PORTRAIT

PLATEAU-MONT-ROYAL

# Quartier huppé, pauvreté cachée

SARAH XENOS MONTRÉAL CAMPUS

**Steve profite régulièrement des repas servis à La Maison des Amis du Plateau Mont-Royal, située au sous-sol de l'église Saint-Stanislas-de-Kostka.**

ELOÏSE CHAGNON

Le quartier du Plateau-Mont-Royal porte le masque de la bourgeoisie. Il attire depuis quelques décennies les artistes et les jeunes professionnels, mais l'arrondissement cache en ses lieux une population importante de pauvres et de sans-abri.

Ils peuplent les bouches de métro et ils s'enfoncent plus loin dans les rues commerciales, vers l'est. Mais le soir venu, les sans-abri doivent quitter le quartier, en quête d'un endroit où dormir.

Pierre Martin connaît bien le visage de la pauvreté du Plateau, qu'il côtoie depuis 25 ans. Le directeur général du centre de jour La Maison des Amis du Plateau Mont-Royal explique que les personnes défavorisées qui fréquentent son organisme et ceux des environs n'habitent pas le quartier.

« *Ce n'est pas la présence de ressources d'hébergement qui attire les personnes en situation d'itinérance sur le Plateau, puisqu'il n'y en a pas* », poursuit-il.

Alors que le quartier compte deux refuges pour femmes en difficulté, aucun organisme d'hébergement temporaire pour hommes n'œuvre dans le quartier, même si la demande est criante. À lui seul, le centre de jour situé dans le sous-sol de l'église Saint-Stanislas-de-Kostka, sur le boulevard Saint-Joseph, n'attire pas moins de 120 personnes au repas gratuit du midi, six jours par semaine, pour un total d'environ 35 000 dîners par an.

Selon Pierre Martin, l'autre raison pour laquelle autant de sans-abri se déplacent sur le Plateau réside dans l'espoir d'une quête fructueuse sur l'avenue du Mont-Royal. L'artère, qui séduit par son achalandage monstre, est sillonnée tous les jours par les touristes, les résidents, les travailleurs et les clients des commerces qui s'y trouvent.

Pour la sociologue spécialisée en urbanisme à l'Institut national de la recherche scientifique Annick Germain, le Plateau-Mont-Royal a toujours été un quartier unique, puisque son territoire immense se trouve à proximité du cœur de l'aide communautaire de Montréal. « *La plupart des organismes qui viennent en aide aux sans-abri se trouvent près du centre-ville, dans le quartier Centre-sud et dans le Quartier latin. Le peu de distance qui les sépare du Plateau fait du quartier un terrain convoité par les itinérants* », analyse-t-elle.

Mme Germain souligne que cette même proximité est tout autant invitante pour les jeunes professionnels bien nantis, qui embourgeoisent le quartier depuis une trentaine d'années.

### Travailleurs en difficulté

Malgré les apparences de prospérité qui y règnent, une personne sur quatre vit avec de faibles revenus dans le quartier le plus populeux de l'île de Montréal, avec plus de 100 000 habitants, d'après une analyse effectuée en 2016-2017 par l'organisation Centraide. En fait, ce sont 26 000 personnes, parmi lesquelles on retrouve une grande proportion de travailleurs, qui sont confrontés à la pauvreté en dépit de leur emploi.

À la source même du problème se trouve le prix des logements, qui représentent un enjeu de taille. Selon le recensement de 2011 de Statistique Canada, le coût brut du loyer est plus élevé sur le Plateau que nulle part ailleurs à Montréal. Il s'élève à 823 dollars par mois, comparativement à la moyenne montréalaise de 746 dollars.

Le directeur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, Pierre Gaudreau, relève dans un dossier portant sur la pauvreté dans le Plateau en 2016 qu'un nombre important de personnes en situation d'itinérance sont d'anciens résidents du quartier. Bien qu'ils soient aujourd'hui sans domicile fixe, ils préfèrent continuer à le fréquenter.

### Se financer soi-même

Pour La Maison des Amis du Plateau Mont-Royal, la recette de la réussite demeure l'autofinancement, grâce à la friperie qu'elle tient dans ses locaux. « *On ne se sent aucunement supporté financièrement par la Ville. Au moins, on a été capable d'amasser 40 000 dollars avec la friperie et grâce à l'aide des dons des communautés religieuses dans la dernière année* », déclare Pierre Martin.

Somme toute, la Maison des Amis du Plateau Mont-Royal a la chance de compter sur des subventions généreuses de la part du Programme de soutien aux organismes communautaires, car la Ville de Montréal ne lui octroie qu'un maigre 500 dollars par an. Il y a 25 ans, l'organisme devait se débrouiller avec 5 000 dollars par an, toutes aides financières confondues.

« *On donnait un verre en styromousse à chaque gars. On lui donnait son café, sa soupe et son yogourt dedans, et s'il perdait son verre, c'était cinq sous. Ça fait à peu près dix ans que nous sommes stables. On a de la bouffe en masse et j'ai un chef cuisinier* », raconte Pierre Martin.

Juste derrière l'église Saint-Stanislas-de-Kostka, à l'angle des rues Gilford et Garnier, se trouve une autre friperie, affiliée à l'organisme Les Petits Frères. David Starck, l'homme qui dirige ce commerce depuis cinq ans, ne se sent pas peu fier de la somme d'argent que sa boutique a amassée. « *On a presque triplé nos revenus initiaux de 100 000 dollars grâce aux dons qu'on reçoit chaque jour* », dit-il.

Néanmoins, celui qui voit sa clientèle s'accroître pense que la Ville n'en fait pas assez pour les organismes et les centres de jour du quartier. « *En période électorale, les politiciens ont tellement à cœur les demandes des organismes*, explique-t-il. *Mais ça fait plusieurs années qu'on demande d'obtenir trois ou quatre bacs à recyclage supplémentaires pour la friperie et on n'en a pas encore vu la couleur.* »

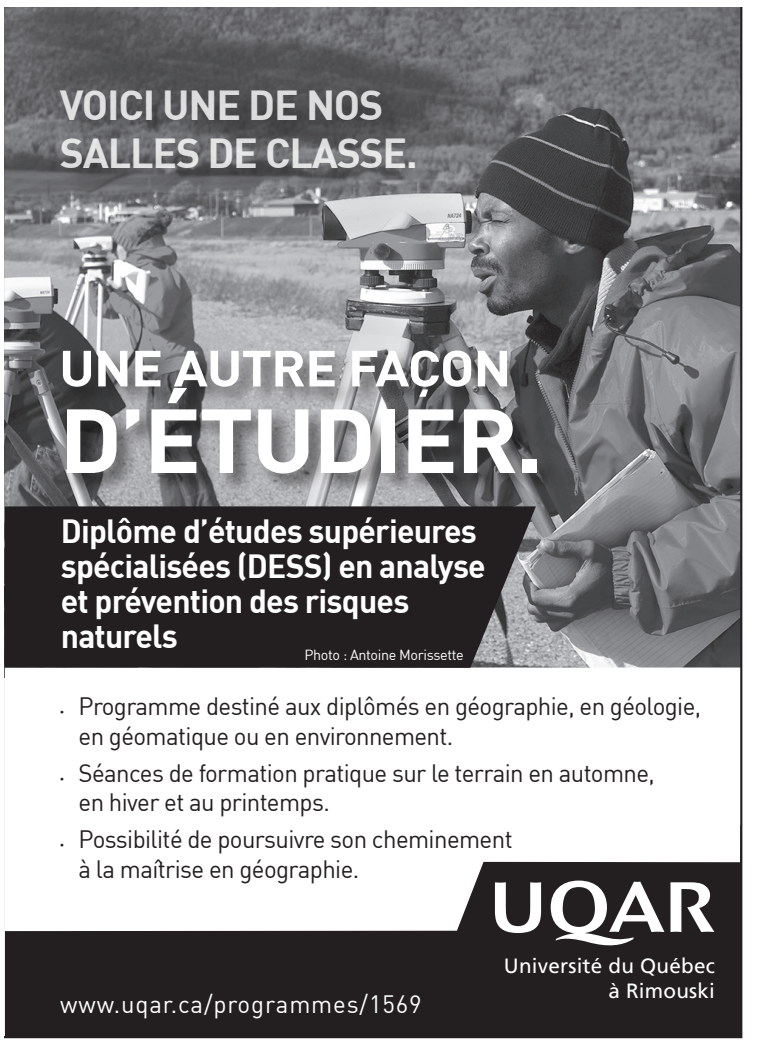
### Plan d'action critiqué

Pour la sociologue Annick Germain, il est nécessaire d'offrir des logements à prix modique pour les plus démunis et des refuges temporaires sur le territoire du Plateau. Sinon, les travailleurs pauvres continueront à être évincés et devront migrer vers les quartiers où les loyers sont moins chers, selon elle.

Il ne s'agit toutefois pas d'une solution pour Pierre Martin. « *La Ville aurait beau nous construire des centres d'hébergement sur le Plateau à coup de millions, ça ne donnerait rien. Quand il est question de maintenir des salaires, le soutien disparaît* », déplore-t-il.

Le directeur général de La Maison des Amis du Plateau Mont-Royal aimerait plutôt que l'arrondissement installe des douches et des cases postales, « *parce qu'il n'y a rien pour les sans-abri à part des activités et de la quête.* »

Avec l'injection de 7,8 millions de dollars pour lutter contre la pauvreté, le Plan d'action montréal en itinérance 2018-2020 de la mairesse Valérie Plante, qui a vu le jour en mars dernier, laisse présager que le meilleur est à venir. Pour David Starck, reste à voir si les réels besoins des organismes et des plus pauvres seront entendus.



ÉCOFÉMINISME

# En vert et contre tous

## Des femmes veulent créer un comité à l'UQAM pour améliorer les conditions féministes et environnementales

ERICKA MUZZO

Exactement un mois après la Saint-Valentin a lieu une journée moins connue : le *Steak and Blowjob Day*. Certains y voient une fête, d'autres, un parfait exemple des liens entre l'oppression des femmes et le mépris de l'environnement. En réaction au phénomène, l'écologie s'unit au féminisme. Voici l'écoféminisme.

Le *Steak and Blowjob Day* suppose que le 14 février, les femmes veulent des fleurs et des chocolats, mais pas les hommes. « *Les hommes veulent deux choses : un steak et une pipe* », rapporte le site Internet officiel du mouvement.

Pour l'auteure végane Élise Desaulniers, il s'agit d'un exemple qui rallie le spécisme, une vision hiérarchique des espèces, et le sexisme. C'est la raison pour laquelle elle prône l'union des luttes contre l'exploitation animale et contre l'oppression des femmes. Ces dernières ont une manière différente de défendre l'environnement, défend l'auteure. « *Les femmes portent un regard différent sur la nature. On les habitue très jeunes à prendre soin de ce qui les entoure et ça influence leur perspective* », affirme Élise Desaulniers. La lutte pour l'égalité des genres se marie très bien à la protection de la nature, constate-t-elle.

À l'UQAM, une dizaine de femmes se sont rassemblées pour discuter, échanger et confronter des idées dans le but de créer un comité écoféministe. L'idée derrière le mouvement est l'existence de « *liens structurels entre la domination patriarcale et la dégradation des écosystèmes* », explique l'auteure Marie-Anne Casselot dans l'ouvrage collectif écoféministe *Faire partie du monde*. Celui-ci aborde les diverses branches du concept, telles que les droits autochtones, la division sexuelle du travail et le véganisme.

### De la théorie à l'action

« *On veut créer un comité parce qu'on a envie de mettre sur pied des actions mettant en valeur l'écoféminisme* », explique l'instigatrice de la rencontre, Simrin Desai, également co-coordonnatrice du Collectif de recherche en aménagement paysager et agriculture urbaine durable (CRAPAUD) de l'UQAM.

GRACIEUSETÉ DE ZOLA

**« Pour moi, le féminisme et le véganisme sont liés. Ce n'est pas seulement une alimentation, c'est une lutte politique, un refus du patriarcat », affirme l'étudiante au baccalauréat en géographie Charlotte Bellehumeur.**

Le mouvement écoféministe demeure pour l'instant très théorique, ce qui n'empêche pas plusieurs femmes de s'y identifier. « *Pour moi, le féminisme et le véganisme sont liés. Ce n'est pas seulement une alimentation, c'est une lutte politique, un refus du patriarcat* », affirme l'étudiante au baccalauréat en géographie Charlotte Bellehumeur. Le véganisme, mode de vie qui se caractérise par l'absence de consommation de produits animaliers, est probablement l'un des meilleurs exemples d'action écoféministe. « *Les vaches sont opprimées parce qu'elles sont des femmes* [sic] », exemplifie Élise Desaulniers.

### L'union fait la force

L'écoféminisme se situe à l'intersection des luttes féministes et écologiques, mais aussi de bien d'autres. « *On a un devoir de flexibilité. Il faut garder en tête que certaines femmes subissent des oppressions raciales, économiques, etc. L'idée n'est pas de faire honte à ces femmes parce qu'elles ne pratiquent pas le zéro déchet, mais de donner des outils pour que chacune aille à son rythme* », défend l'étudiante en géographie Myriam Chouinard.

L'écoféminisme présente un énorme potentiel d'union avec d'autres luttes, mais il faut garder en tête que chaque femme vit dans un contexte différent. « *On ne peut pas mettre tout le monde sous un même parapluie. Il y a divers discours dans les mouvements féministes qui sont tout aussi valables* », estime l'auteure Élise Desaulniers.

L'exemple des femmes autochtones est particulièrement parlant, étant donné que celles-ci avaient un fort lien avec la nature bien avant l'apparition des mouvements féministes. Les participantes ont noté que l'écoféminisme peut aisément tomber dans le colonialisme qu'il dénonce si ce dernier tente de s'imposer ou de remplacer des croyances traditionnelles. Pour réformer le système oppressif que dénoncent les écoféministes, le premier pas est de s'informer. « *Il faut lire, s'intéresser à ce qui se fait ailleurs, et en parler autour de soi. Même une discussion autour d'une bière peut contribuer au mouvement écoféministe* », illustre Élise Desaulniers.

C'est un avis que partagent les instigatrices du futur comité écoféministe de l'UQAM, qui envisagent aussi la création d'ateliers, de conférences et de moyens de diffusion ludiques comme des zines. Ces publications imprimées indépendantes, qui se rapprochent de la bande dessinée, sont très populaires au sein des milieux militants. Selon les futures membres, tous les moyens sont bons pour conscientiser la population, provoquer des remises en question et, éventuellement, opérer un changement.

*Méfaits divers*

CHRONIQUE

# Du profit sur le dos des pauvres

MAUDE PETEL-LÉGARÉ

« *En plus de sauver la planète, j'achète pour une bonne cause* », se vantent quelques *hipsters* qui font leurs courses dans des friperies. Consommer des biens de seconde main permet en effet de recycler nos vieilles guenilles, mais est-ce que cela vient réellement en aide aux plus démunis ?

Je ne parle pas des oeuvres de bienfaisance comme Renaissance, l'Armée du salut et Les Petits Frères qui utilisent la vente d'objets usagés pour en redonner à la société. Je pense à ces entreprises qui utilisent nos dons pour s'enrichir.

Et ce, au détriment des oeuvres de bienfaisance et des organismes à but non lucratif. Il s'agit d'une compétition complètement déloyale. Comment peuvent-ils réussir à concurrencer avec ce genre d'entreprises, comme le Village des Valeurs, l'équivalent du Walmart des vêtements usagés ?

Plusieurs consommateurs croient que lorsqu'ils magasinent dans ces commerces, ils contribuent nécessairement à la charité alors que ce n'est qu'un petit pourcentage des revenus qui est remis à la communauté. En plus, ces entreprises engrangent des bénéfices sur nos biens de seconde main qui pourraient être redistribués directement aux plus démunis.

Ma grand-mère, qui a travaillé pendant plusieurs années chez Les Petits Frères, un organisme visant à briser l'isolement des aînés au Québec, m'a toujours dit de faire attention à ces entreprises qui revendent les dons du public pour leur propre bénéfice. « *J'ai vu à la télévision des étudiants qui disaient qu'ils allaient magasiner au Village des Valeurs et qu'ils aidaient la société. Non, ils n'aident pas la société, ni les plus démunis, car c'est une entreprise américaine qui fait du profit* », dénonce-t-elle.

Cette confusion auprès des consommateurs est alimentée par les campagnes publicitaires de ces grandes entreprises. « *Des organismes communautaires, comme ils ont la sympathie des donateurs, ramassent gratuitement des biens, et ensuite les revendent au Village des Valeurs. L'entreprise peut donc faire une publicité comme quoi ils aident les organismes communautaires puisqu'ils leur achètent des biens* », explique la professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval Michelle Cumyn. En passant par cette chaîne logistique, une telle stratégie commerciale crée de la compétition avec les organismes qui redistribuent immédiatement les biens sans en retirer de profit.

« *Lorsqu'on donne à un organisme qui va revendre au Village des Valeurs, il y a un danger que cela empiète sur des groupes communautaires qui font vraiment des collectes pour donner directement aux personnes dans le besoin* », explique Michelle Cumyn. Selon elle, ces commerces jouent sur la ligne entre le bénévolat, le don et la vente. « *Le consommateur n'est plus trop sûr, au fond, s'il est en train de participer à l'économie solidaire et sociale ou s'il est en train d'acheter un bien dans un magasin qui est vraiment là pour faire du profit* », explique-t-elle.

Pour éviter de consommer dans une friperie qui, à mon sens, est malhonnête, il faut s'informer sur les commerces où l'on se procure nos biens. Mais si l'information est absente, le prix des objets est un bon indice pour connaître le type d'entreprise dont il s'agit. « *Aussitôt que tu rentres dans une friperie qui te charge les taxes, c'est parce que c'est commercial et qu'ils peuvent garder tout l'argent pour eux* », explique ma grand-mère, ajoutant « *tu sors de là tout de suite* ».

La professeur Michelle Cumyn en arrive au même constat. « *Comme le Village des Valeurs n'est pas une œuvre de bienfaisance, lorsqu'il vend, il doit payer les taxes, alors qu'une œuvre de bienfaisance est dispensée de payer des taxes* », fait-elle valoir.

Ces entreprises sans scrupules qui sont tout à fait légales jouent donc avec les sentiments des donateurs pour les inciter à donner. Il faut s'assurer de connaître celles qui font preuve d'éthique pour être sûr de réellement contribuer à la société et éviter que les œuvres de charité ne soient engouffrées par ces grandes entreprises. « *Ma préoccupation, c'est que comme Walmart a tué les petits commerces dans les villes, j'ai peur que le Village des Valeurs ne vienne tuer les œuvres de bienfaisance* », avertit Michelle Cumyn. ❖

CRITIQUE MUSICALE

# L'odyssée de l'objectivité

## Discussion avec quatre juges à propos de leur démarche

MARIE-ANNE AUDET
EMMANUELLE LEBLOND

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**Les juges des Francouvertes Marc-André Mongrain, Jérémie Pelletier et Alixe HD**

Francouvertes, Festival international de la chanson de Granby, ADISQ : les concours musicaux colorent le paysage culturel du Québec. Dans cet univers, où les décisions objectives chevauchent les préférences personnelles, les juges ont le dur mandat de rendre des comptes. Le *Montréal Campus* s'est penché sur la question en interrogeant quatre professionnels.

Les juges participants ont été soumis à un exercice où ils devaient noter cinq pièces musicales afin d'évaluer la part d'objectivité et de subjectivité dans leur travail. Malgré une vision similaire du métier, les notes octroyées par les quatre juges présentaient de fortes divergences.

Des cinq chansons soumises aux critiques, c'est la touche électronique offerte par *Sinking* de Dead Winter qui a reçu l'accueil le plus mitigé. Touché par l'originalité de la pièce, le journaliste Olivier Boisvert-Magnen, qui est notamment juge à l'ADISQ, lui a accordé une note de 8/10. Le rédacteur en chef du blogue culturel *Sors-tu.ca*, Marc-André Mongrain, a fortement critiqué la qualité de la production du morceau en lui octroyant une note de 3/10.

### La genèse du jugement

« *Tout jugement, bon ou mauvais, donne de l'*"exposure*", alors que l'essentiel est d'être jugé plutôt que d'être bien jugé*, soutient le professeur au Département d'histoire de l'art et de communication de l'Université McGill Will Straw. *La fonction principale de la critique est d'annoncer la sortie d'un disque.* » Le critique possède un pouvoir de publicisation très important et accorde une tribune aux artistes établis et à ceux de la relève.

« *Ce qui manque souvent aux critiques, c'est d'avoir trempé dans le métier de la musique* », mentionne l'enseignant de piano au cégep régional de Lanaudière à Joliette Réjean Coallier. Aujourd'hui, la profession de critique musical attire plusieurs acteurs de divers horizons, qui détiennent une vaste culture générale acquise par l'écoute d'une grande variété de disques, soutient M. Coallier.

Les professionnels consultés par le *Montréal Campus* s'entendent pour dire que l'objectivité est un critère important lors du processus de sélection dans le cadre d'un concours de musique. Une bonne compréhension de la technique musicale permet au critique de faire abstraction de ses préjugés afin d'aiguiser sa capacité d'analyse.

Ce désir de détachement rationnel s'est manifesté dans la réception qu'ont eu les juges à l'égard de la pièce *Another Montreal Social Meltdown* du groupe Jambori Jambora. Les quatre critiques ont fait abstraction du côté brouillon de la pièce pour reconnaître que l'essence de son style rock punk était bien exploité. Ils ont d'ailleurs tous manifesté leur intérêt de voir le groupe en spectacle.

« *Notre rôle, en tant que critiques ou jurés, c'est d'aller au-delà de nos allergies afin d'analyser pour comprendre les mérites et les forces d'un projet en outrepassant l'effet émotif* », déclare Marc-André Mongrain.

C'est une thèse que soutient le rédacteur en chef du blogue *Le Canal auditif*, Louis-Philippe Labrèche. Ce dernier avoue toutefois que ses goûts personnels peuvent parfois jouer en faveur des artistes qu'il critique. Il tente d'ériger un mur qui l'éloigne de ses préférences. « *J'essaie de sublimer mes goûts musicaux dans ce que je fais au* Canal auditif. *Pas de les enlever complètement, mais de les tasser le plus possible* », résume-t-il.

Olivier Boisvert-Magnen croit fermement qu'un bon critique doit être capable de conserver une distance professionnelle avec les artistes qu'il côtoie. « *Au Québec, il s'agit d'une règle d'importance* », affirme-t-il. Cette distance favorise l'impartialité.

Par exemple, la scène du rap est un petit milieu où il est très facile de tisser des liens avec les musiciens dans le cadre de leurs spectacles, souligne le juge. Il devient donc beaucoup plus ardu de commenter un album lorsqu'il existe une relation d'amitié entre le critique et l'artiste, résume M. Boisvert-Magnen.

### Recherche de l'idéal

Malgré leur désir de s'émanciper de leurs goûts personnels, les critiques doivent d'abord composer avec leur propre subjectivité. Selon Louis-Philippe Labrèche, dès qu'un critique émet un jugement sur une œuvre, il vient brouiller le mur qui existe entre la subjectivité et l'objectivité. « *J'ai l'avantage d'écouter beaucoup* [de musique]*, donc je suis un petit peu plus éclairé que les autres. Mais encore là, c'est mon opinion,* explique-t-il. *Ce n'est pas une science exacte.* »

Tout bon critique se doit d'être capable de mélanger ses instincts naturels à une démarche plus réfléchie, croit le membre du jury du Festival international de la chanson de Granby Frédéric Baron.

« *À l'écoute, il faut qu'un morceau soit capable d'allumer une lumière en toi*, lance-t-il. *Il faut aussi être capable de ressortir certains éléments du texte lorsqu'un genre nous plaît moins.* » Le critique base sa perception d'une œuvre sur une grille personnalisée, qui se construit autour de ses expériences et de sa formation.

Réjean Coallier relève le caractère humain du critique. L'acte de commenter devient alors le véhicule des partis pris. Des alliances se créent avec les différents médias et les maisons de disque, ce qui peut faire pencher la balance en faveur de certains artistes. « *La critique objective, ça n'existe pas, et, de toute évidence, il y a le poids de* [certaines maisons de disques] *sur les journaux* », souligne-t-il.

Malgré la règle d'or qui empêche les critiques d'entretenir des liens d'amitié avec les musiciens, ce principe essentiel est bafoué par l'instauration de ces associations, indique M. Coallier.

Même si les critiques visent constamment l'objectivité, leurs expériences personnelles ouvrent la voie à une pluralité de points de vue. « *En tant que critique, il faut assumer une certaine expertise*, explique Marc-André Mongrain. *Notre avis permet d'affirmer ou de confronter la réaction émotive qu'une personne peut spontanément ressentir.* »

## La critique selon... les critiques

**Marc-André Mongrain**

« [Mes critères d'évaluation] : *la qualité de la production, la qualité de l'écriture des chansons, le sens mélodique, l'originalité du courant dans lequel la pièce s'inscrit.* »

**William Straw**

« *Tout bon critique a ses partis pris. C'est un peu pour ça que les médias engagent plusieurs critiques spécialisés pour différentes sortes de musique.* »

**Olivier Boisvert-Magnen**

« *Je prends tous les styles séparément. Je ne m'attends pas à ce qu'un chanteur folk réactualise le folk. Par contre, je m'attends à ce qu'il le fasse avec une certaine audace dans ses arrangements.* »

**Louis-Philippe Labrèche**

« *Pour une chanson, ça va être plus un* "ça passe ou ça casse". *Par contre, pour des EP ou des albums, à partir du moment où je vais faire la critique, je prends le temps d'écouter l'album à répétition et de fond en comble.* »

ARTS ET TECHNOLOGIES

# « Siri, fais-moi un dessin! »

## L'intelligence artificielle s'immisce petit à petit dans le domaine des arts

FLORIAN CRUZILLE

La scénarisation d'un film de science-fiction, la composition d'un album rock, l'écriture d'un roman fantastique : alors que l'intelligence artificielle s'intègre dans une quantité grandissante de champs artistiques, nombreux sont les artistes qui utilisent cette technologie pour créer des oeuvres originales.

Bien que l'intelligence artificielle (IA) existe depuis les années 1950, les récentes percées ont relancé l'engouement autour de l'utilisation de cette technologie dans le domaine culturel. La capacité d'apprentissage profond de l'IA permet d'analyser des milliers d'objets artistiques afin de déceler un style, une technique ou un motif particuliers à un artiste ou à un courant.

À partir de cela, l'intelligence artificielle est capable de créer. Or, cette création repose encore sur un travail de compilation de bases de données effectué par des humains. « *Vous ne pourrez jamais faire faire des choses à la manière de Van Gogh sans auparavant faire apprendre au système ce que c'est que la manière de Van Gogh* », spécifie la professeure au Département d'informatique de l'UQAM Marie-Jean Meurs.

Les systèmes capables d'apprentissage profond sont comparables à « *de grands systèmes d'équations qui vont être optimisés pour répondre à un certain type de question* », explique Mme Meurs, également chercheure en intelligence artificielle.

Lorsque cette question est de nature artistique, l'IA peut formuler une réponse sous forme de peinture, de chanson ou de texte, par exemple. Des chercheurs du Art and Artificial Intelligence Laboratory de l'Université Rutgers au New Jersey ont exploité cette aptitude en mettant au point une machine capable de créer des peintures originales. Au moyen de l'apprentissage profond, le système informatique s'est inspiré d'une base de données de plus de 80 000 tableaux de différents courants pour créer une série d'œuvres hétéroclites.

MARTIN OUELLET MONTRÉAL CAMPUS

**« Instance », projections interactives sur le « Big Data » réalisées par les étudiants du programme de médias intéractifs de l'UQAM**

### Créativité programmée

L'artiste québécois Sofian Audry travaille avec l'IA dans son processus de création. Dans sa plus récente création, *Of the soone*, une interprète lit un texte produit par un réseau neuronal artificiel – un système qui imite le plus fidèlement possible le fonctionnement d'un cerveau humain. Pour l'écriture du texte, le réseau s'inspire du style de l'auteure Emily Brontë en analysant son roman *Les Hauts de Hurlevent*. « *Souvent, je vais partir avec un algorithme, je vais essayer de voir où ça m'amène et, avec le temps, je vais m'engager dans un travail de création artistique* », explique-t-il.

Ayant étudié les fondements de l'intelligence artificielle aux côtés de Yoshua Bengio, une figure de proue de la recherche dans le domaine à Montréal, M. Audry voit plusieurs avantages à utiliser l'apprentissage profond pour la création artistique.

Par exemple, l'artiste a une tâche de programmation et de paramétrage moins importante qu'autrefois. Selon Sofian Audry, un système informatique a maintenant seulement besoin d'être alimenté en données — un style à imiter, un accord à utiliser, un motif à répéter — pour se programmer par lui-même. « *L'autre aspect qui est vraiment important, c'est que ça change la façon de créer parce qu'on est dans une optique de collaboration avec une entité qui peut nous proposer des choses auxquelles on n'aurait pas pensées* », souligne l'artiste.

Également détenteur d'un doctorat interdisciplinaire en arts et lettres de l'Université Concordia, Sofian Audry précise que la capacité d'avoir des systèmes quasi autonomes capables de « *collaborer avec l'artiste* » ne date pas d'hier. « *En ce moment, je dirais qu'il y a un surgissement de l'intérêt pour l'intelligence artificielle* », ajoute-t-il.

Cause ou conséquence de cet intérêt renouvelé, la recherche en apprentissage profond à Montréal est en pleine effervescence. Dans les deux dernières années, des géants de l'industrie informatique tels que Google, Facebook, Microsoft et Samsung ont financé l'ouverture de dizaines de laboratoires dans la métropole. De nombreux entrepreneurs leur ont d'ailleurs emboîté le pas.

### Mise à jour tardive

Le professeur en arts visuels à l'UQAM Alexandre Castonguay voit cet engouement d'un œil critique. Il craint que l'intelligence artificielle subisse le sort réservé à l'interactivité il y a près de vingt ans ou, plus récemment, à la réalité virtuelle, une technologie en perte de vitesse. Ayant également travaillé avec l'apprentissage profond, M. Castonguay soutient que le développement artistique suit des effets de mode et « *est à la remorque* » du développement technoscientifique.

« *Il n'y a rien de mal à être enthousiaste face à une nouvelle technologie, mais encore faut-il être capable de tirer des leçons du passé*, prévient Alexandre Castonguay. *De savoir comment on s'est approprié cette technologie-là comme artiste pour devenir des créateurs* [...] *au lieu de partir dans l'hyperbole.* »

La difficulté d'accès à des systèmes d'intelligence artificielle pourrait toutefois être un frein à l'appropriation de cette technologie par la communauté artistique. Sofian Audry déplore que « *le bon équipement et les bonnes machines* » pour exploiter efficacement l'apprentissage profond soient encore très coûteux.

Tant et aussi longtemps que seuls « *quelques artistes dans des villes et des économies dites privilégiées vont avoir le luxe de l'essayer* », l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la création artistique ne pourra pas connaître son plein essor, affirme Alexandre Castonguay.

ARTS ET TECHNOLOGIES

# Réconcilier Van Gogh avec Darwin

## Science et création s'allient dans le bioart

LAURENCE PHILIPPE

Si l'art et la biotechnologie semblent être des disciplines opposées l'une à l'autre, certains artistes et scientifiques tentent un rapprochement entre celles-ci : le bioart. L'idée de créer une oeuvre esthétique à partir de la matière organique servirait à remettre en question la complexité du vivant.

En 2000, l'artiste Eduardo Kac exposait une photo d'un lapin vert fluorescent dont l'ADN avait été mélangé à celui d'une méduse par des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique de France. Voulant lui donner le statut de sujet et non d'objet, il espérait susciter un débat sur l'intégration sociale de l'animal dans les formes artistiques.

« *Utiliser les biotechnologies* [dans l'art] *amène les gens à réaliser qu'il n'y a pas tant de différences ontologiques entre l'être humain, les plantes et animaux* », explique le docteur en études et pratiques des arts de l'UQAM et spécialiste du bioart, Teva Flaman.

Cette forme artistique rapproche l'art et le vivant à l'aide de plusieurs technologies. Il s'agit d'un détournement des savoirs, des techniques et des outils de la science vers le monde de l'art, pense la docteure en histoire de l'art à l'UQAM Marianne Cloutier, qui a travaillé sur la conceptualisation de l'identité et de la figure de l'être humain dans le bioart.

À l'Université de Montréal, un professeur spécialisé en biologie et en études et pratiques des arts, François-Joseph Lapointe, a mis sur pied le projet *L'art de faire danser l'ADN* dans le cadre de sa thèse de doctorat. À partir de son ADN et de ceux de ses danseurs, il a composé un code qui crée des correspondances de mouvements uniques. De cette façon, les danseurs reproduisent des chorégraphies imitant les trajectoires de leur ADN. « *Son point de départ est la matière vivante, qui a des potentiels créatifs infinis et qui peut être exploitée dans une infinité de champs* », affirme Teva Flaman.

LINA HECKENAST MONTRÉAL CAMPUS

**Tissu fait à partir de kombucha**

### Rendre visible l'invisible

« *Une bonne oeuvre de bioart va poser des questions, amener une réflexion ou proposer des idées complètement nouvelles* », résume Marianne Cloutier.

La bioartiste québécoise et chercheuse principale intérimaire du Speculative Life BioLab de l'Université Concordia, WhiteFeather Hunter, met au point, à l'aide d'étudiants et de scientifiques, des oeuvres qui permettent ces remises en question. « *Trop de personnes semblent intéressées par les nouvelles biotechnologies, mais ne s'interrogent pas quant à leur impact sur la société. Mon intérêt personnel est d'acquérir toutes ces connaissances techniques afin de pouvoir leur montrer et leur expliquer en passant par l'art* », souligne-t-elle.

Dénonçant l'industrie du textile comme étant l'une des plus polluantes au monde, l'une de ses équipes développe actuellement un projet visant à exploiter des bactéries qui produisent des pigments afin de les cultiver sur des tissus et de les utiliser comme un colorant textile non toxique.

Le bioart se pratique aujourd'hui tant en arts visuels qu'en danse, en sculpture et même en musique. En mai 2017, des chercheurs du Speculative Life BioLab ont d'ailleurs réussi à fabriquer un chandail et une jupe en cellulose hybride à partir de kombucha fermenté.

### Repousser les limites

Au Québec, cette forme d'art est en pleine expansion. Les spécialistes s'entendent pour dire que la recherche et la création sont exploitées de façon à projeter cet art de l'avant, mais qu'il reste encore du chemin à faire avant qu'il soit reconnu à sa juste valeur.

LINA HECKENAST MONTRÉAL CAMPUS

**Une oeuvre du Speculative Life BioLab de l'Université Concordia**

« *Il y a encore toutes ces idées qui remontent à la révolution industrielle selon lesquelles l'art et la science sont totalement séparés, alors qu'il y a des millénaires, ils étaient entremêlés,* remarque WhiteFeather Hunter. *C'est une idée dépassée, mais encore très présente dans la société parce qu'elle n'a pas encore été assimilée.* »

Bien que le concept du bioart ait surtout pris son essor avec les arts visuels au début des années 1980, le développement des techniques artistiques et de la biotechnologie ont permis de dépasser les limites des formes d'art utilisées et des notions scientifiques exprimées à travers celles-ci.

« *Le discours sur la biotechnologie dans la société occidentale se réduit à l'éthique entre ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire* », mentionne Teva Flaman. Ce champ de création, encore récent dans la société occidentale, permet d'investiguer des questions scientifiques et de repousser la frontière des réflexions qui en découlent.

*En coulisses*

CHRONIQUE

# Sentir la culture autrement

LUCA MAX

L'art est l'essence même de l'utilisation de nos cinq sens. La vue nous permet d'observer les coups de pinceaux du peintre, le marbre travaillé du sculpteur, les arabesques des danseurs ou le jeu d'acteur des plus grands du septième art. L'ouïe nous permet d'entendre des voix, des instruments, des textes poétiques ou de battre la mesure quand vient le moment de danser.

L'odorat, le toucher et le goût permettent de vivre une expérience sensorielle complète, surtout à l'ère où l'art se développe à travers tous les médiums et toutes les disciplines. Mais, voyez-vous, les deux sens les plus sollicités par la majorité des formes d'art sont aussi les plus affectés par des handicaps de différents degrés.

Près de 6 % des personnes atteintes d'un handicap au Canada souffrent d'un trouble de la vision ou de l'audition, allant de troubles auditifs à la surdité complète ou de la myopie à la cécité. L'art, dans sa forme la plus traditionnelle, est intrinsèquement inaccessible à cette partie de la population, mais plusieurs travaillent activement à son adaptation.

L'étudiante à la maîtrise en histoire de l'art Patricia Bérubé tente actuellement de représenter les couleurs pour les personnes non-voyantes. Mais comment rendre le médium accessible sans dénaturer la forme et le fond de l'œuvre? Elle consacre actuellement son mémoire à ce sujet et s'intéresse aux textures qui pourraient convenir à l'interprétation d'une seule et même couleur.

Les couleurs composent un élément fondamental de la peinture, du dessin, des arts visuels en général et de l'expression des émotions d'un artiste. Les personnes atteintes d'un handicap visuel ne peuvent, sans une adaptation de l'œuvre, saisir pleinement l'essence d'un tableau, par exemple, qui serait basé sur l'assemblage irisé de lignes et de courbes.

Par le toucher de reliefs, comme les sculptures tactiles, il est possible pour la personne aveugle ou malvoyante de se faire une idée de la forme de l'œuvre, des traits qui la composent. Les testeurs de Mme Bérubé, atteints de troubles visuels à différents degrés, s'entendent bien souvent quant à la nature de l'émotion ou de la couleur que représente la texture présentée par la chercheuse lors des rencontres. Une synesthésie coordonnée, semble-t-il!

Nous tenons toutefois pour acquis que le rouge est le même rouge pour tous, à un point tel que nous ne pensons pas un seul instant à la dimension irisée du problème. Mais essayez un instant d'expliquer la couleur bleue? Ou la couleur rose? « *Un mélange de blanc et de rouge* » mène à une autre question. Mais qu'est-ce que le rouge? C'est un monde difficile à expliquer et parsemé de messages abstraits traduisant des émotions, mais sans plus.

L'art visuel est un monde qui fait vivre les mots de l'artiste sans paroles, sans bruits et qui parfois les fait vivre différemment pour tous, dans la mesure où l'abstrait est une langue différente pour chaque individu.

### Adapter l'optionnel

La société réfléchit toujours activement à l'adaptation pratique des villes et des infrastructures fréquentées par la population afin de les rendre accessibles aux personnes atteintes de handicaps, de quelque nature qu'ils soient.

La culture, considérée comme optionnelle, même si elle contribue activement au bien-être d'une personne, n'est toutefois pas prise en charge avec le même engouement que les besoins de base.

L'enrichissement et le divertissement que procurent différentes formes d'art sont toutefois un « must » pour certains. Il est bénéfique d'apprécier la culture sous toutes ses formes, que nous soyons atteint d'un handicap ou pas. Le braille, déjà adapté et répandu, deviendra peut-être une forme parmi tant d'autres qui augmentera l'accessibilité de l'art aux personnes handicapées.

Par les interprètes pour personnes malentendantes dans les théâtres et dans les concerts, par les sculptures qui ont une reproduction tactile, par les audioguides, par les projets comme ceux de Patricia Bérubé et par l'apparition à la télévision de chanteurs malentendants, de danseurs sourds ou de peintres aveugles, la culture devient lentement, mais sûrement, accessible à tous, de la plus belle des manières. ❖

MONTREALCAMPUS.CA

# POUR TOUT SAVOIR SUR LE MOUVEMENT DE REVENDICATION DES STAGIAIRES